

MARDI 2 JUIN 2015

En route pour le dernier crash économique de l'humanité.

- = **295 pics de production, effondrement d'une civilisation** p.1
- = **Alex Jones : « Quelque chose de grand va se passer »** p.10
- = **Rôle de la démographie dans le réchauffement climatique** p.12
- = **Pourquoi l'argent liquide pourrait être aboli** p.14
- = **Le PIB US est en baisse, la reprise ne va nulle part (Bill Bonner)** p.17
- = **Fusions-acquisition, Uber et simples caprices (Philippe Béchade)** p.20
- = **Le Grand Reset (Bruno Bertez)** p.23
- = **Le canari dans la mine de charbon du monde a gazouillé... Mais son chant est triste** p.24
- = **« Le retour du choc de simplification... et le scandale écologique caché ! » (C. Sannat)** p.25
- = **La disparition de l'argent liquide pour octobre ?** p.31
- = **LA LEÇON DE CHOSES GRECQUE** p.33
- = **Suppression de l'argent liquide : Une petite et méchante idée qui creuse son sillon** p.35
- = **Recherche bulle spéculative désespérément ! (Michel Santi)** p.37
- = **L'immobilier, ce parasite de la croissance (Michel Santi)** p.39
- = **L'Amérique gouverne le monde par le droit et le rêve (J-M Vittori)** p.41
- = **"La décroissance nous conduirait tout droit à la guerre civile" Michel Rocard** p.43
- = **Le ministre saoudien affirme que la stratégie de l'Opep fonctionne** p.49



295 pics de production, effondrement d'une civilisation

Biosphère 24 novembre 2014 [article en reprise]

Nous devrions tous être inquiet de l'arrivée du pic pétrolier, ce moment où les réservoirs naturels déjà bien ponctionnés commencent à rendre l'âme. Pour le pétrole conventionnel, c'est une réalité ; depuis 2006, nous avons atteint le maximum de production possible. Commence alors la descente énergétique, une catastrophe pour une civilisation thermo-industrielle, basée sur la puissance du feu issue des énergies fossiles. Comme tout est lié, différents pics supplémentaires arrivent, pic du poisson, des métaux, etc. En résumé, peak oil, peak all, peak everything.

L'urgence écologique n'est donc pas un vain mot. Pourtant les politiques, d'Hollande à Obama, appellent encore de leurs vœux le retour de la croissance, donc l'utilisation de ressources naturelles supplémentaires. Funeste croyance qui nous empêche de réagir par la frugalité joyeuse..

1/7) Pic pétrolier, pic de la mondialisation, pic de notre civilisation

Le pic pétrolier ne signifie pas que le monde soit à court de pétrole. Cette expression décrit le moment où la production pétrolière ne peut plus augmenter. A ce moment, il reste encore beaucoup de pétrole. Mais il est tout simplement beaucoup plus difficile à découvrir et à extraire, ce qui signifie qu'il devient très ardu, voire impossible, d'accroître la production mondiale. L'offre reste stable pendant un temps (en plateau), puis finit par entrer en phase de déclin terminal. La perspective du pic pétrolier n'est plus une théorie marginale soutenue par quelques alarmistes. C'est une réalité géologique. Compte tenu du rôle fondamental du pétrole dans nos économies, cela signifie le début d'une nouvelle ère dans l'histoire humaine.

Face à une production pétrolière stagnante, la demande continue de croître considérablement : La Chine, l'Inde, la Russie... , ce qui implique une concurrence croissante pour accéder à une offre limitée. Les principes économiques de base indiquent qu'avec une offre qui stagne et une demande qui augmente, le pétrole va devenir beaucoup plus cher - une configuration qui est déjà à l'œuvre, masquée par la crise financière. Actuellement, le monde consomme environ 89 millions de barils par jour, soit 32 milliards de barils par an. Ces chiffres stupéfiants expliquent pourquoi le pétrole est comparé à un élément vital de la civilisation industrielle. Comme pratiquement tous les produits d'aujourd'hui sont dépendants du pétrole, l'âge du pétrole cher renchérisse les prix des marchés du commerce mondial. Le pic pétrolier se traduira donc probablement par un « pic de la mondialisation ». Certains spécialistes de l'énergie estiment même que le pic pétrolier pourrait signifier la « fin de la croissance économique », car les économies ont besoin d'énergie bon marché pour se développer. Ce qui pourrait bien provoquer une relocalisation des économies - non pas en raison de décisions de responsables politiques, ni d'une revendication citoyenne - mais simplement comme la conséquence de marchés réagissant à la hausse des cours du pétrole.

L'avenir ne ressemblera en rien au passé, et nous devrions nous préparer à cela - psychologiquement, socialement, économiquement et politiquement. La montée des sociétés de consommation depuis la révolution industrielle n'a été possible qu'en raison de l'abondance des combustibles fossiles bon marché. Les consommateurs du monde entier devraient commencer à se

préparer à une forte révision à la baisse de ces styles de vie si intensifs en énergie et ressources qui sont largement prisés aujourd'hui. A titre d'exemple, en l'absence de pétrole, l'australien moyen devrait mobiliser environ 130 « esclaves énergétiques », travaillant huit heures par jour, pour maintenir son style de vie. Bien que l'exigence de consommer moins de choses provoquera un grand - et désagréable - choc culturel pour tous ceux qui ne l'ont pas anticipé, on pourrait bénéficier de cette transition en adoptant volontairement un mode de vie plus simple. Consommer moins, vivre plus. Cela vaut la peine d'y réfléchir.

Nous devons réinventer une « bonne vie », au-delà de la culture du consumérisme. Si nous attendons que le consumérisme soit abandonné sous la contrainte des circonstances, la transition vers l'après ne sera pas une bénédiction mais une malédiction.

Samuel Alexander, Sydney Morning Herald, 11 janvier 2012

http://contreinfo.info/article.php3?id_article=3163

2/7) Pic du poisson, lié au pic pétrolier

Par analogie au *peak oil*, le *peak fish* a été atteint lors de la décennie 1990. En 1995, la capture a atteint son tonnage maximum avec 95 millions de tonnes. Depuis, la pêche mondiale plafonne autour de 90 millions de tonnes. Pour Reg Watson*, l'humanité est au maximum de l'exploitation des ressources mondiales de pêche : « *Nous pourrions avoir atteint un pic pour les poissons au même moment où nous pourrions connaître la même situation avec les réserves de pétrole ... Il semble que nous consacrons de plus en plus d'énergie et de ressources pour saisir le même tonnage de poissons voire moins.* » Il est vrai que le pétrole et la pêche ont partie liée. En 2006, il a fallu utiliser 22,6 millions de « chevaux » pour l'ensemble de l'industrie de la pêche mondiale. Les ressources halieutiques sont renouvelables, mais la surpêche a détérioré les chaînes trophiques grâce au pétrole à bas prix.

Cette évolution néfaste est renforcée par la bêtise des Etats : les énormes aides publiques (4,3 milliards d'euros entre 2007 et 2013, notamment des exemptions de taxes sur le carburant) consenties dans l'Union européenne favorisent la surexploitation des ressources halieutiques : « *Les subventions ont alimenté la surpêche en réduisant artificiellement les coûts d'exploitation, tout en augmentant la capacité des captures des flottes* »**.

Les bateaux européens travaillent notamment au large des côtes ouest-africaines, moyennant une redevance payée à 90 % par l'Union européenne. Des opérateurs impliqués dans des activités de pêche illégale continuent de toucher des aides publiques malgré leurs condamnations. *On subventionne le désastre environnement à la fois avec les aides à la pêche et les subventions aux énergies fossiles !*

Le poisson compte aujourd'hui pour 12 % des calories consommées per capita dans le monde comparé à environ 20 % pour la viande. Le désastre alimentaire se profile avec la baisse des prises de poisson liées à la descente énergétique. La solution ? Des chalutiers plus petits, sortant moins souvent, laissant aux stocks de poissons le temps de se régénérer. Vivement le retour à la marine à voile... et au régime semi-végétarien ?

* intervention de Reg Watson en février 2011 lors de la conférence annuelle l'Association américaine pour la promotion de la science (AAAS), chapitre « Des terres et des océans » ([Land and Oceans](#))

** LE MONDE, 13-14 mai 2012 *Les aides publiques européennes encouragent la surpêche*

à lire : [Plus un poisson d'ici 30 ans ? \(surpêche et désertification des océans\)](#) de Stephan Beaucher

3/7) Après le pic pétrolier, le pic charbonnier

A lire le quotidien LE MONDE, nous avons l'impression d'une éternelle abondance : « *Vendez l'or et investissez tout dans le charbon.* »... « *La demande de charbon devrait tripler en Inde d'ici à 2030* ». Dans l'article* de Julien Bouissou, aucune interrogation sur la pérennité de cette ressource fossile et sur ses effets néfastes sur le réchauffement climatique. Comme toujours, les nécessaires économies d'énergie sont occultées au profit de l'euphorie des marchés (« *Coal India valorisée à 28,3 milliards d'euros* » !). Julien Bouissou devrait lire d'urgence *Blackout, Coal, Climate and the Last Energy Crisis*** de Richard Heinberg.

Après son livre de 2003 sur le pic pétrolier, Richard Heinberg se consacre au pic charbonnier : la production de charbon suit la même courbe que la production de pétrole. Elle aussi commence par augmenter, atteint un maximum, puis décline inexorablement au fur et à mesure que les gisements

s'épuisent. Les chiffres officiels ignorent généralement les différentes qualités de charbon ou les présentent d'une manière exagérément simplifiée, ce qui donne une fausse impression d'abondance. Il n'empêche que le pic charbonnier chinois aura lieu entre 2015 et 2032, aux USA entre 2025 et 2040 ...

Heinberg conclut que le charbon est suffisamment abondant pour avoir un impact conséquent sur le climat mais ne l'est pas assez pour remplacer durablement les autres énergies fossiles une fois qu'elles auront commencées à décliner. Après 2020 la stagnation puis le déclin de la production de charbon, combinée avec le déclin accéléré de la production de gaz et de pétrole touchera toutes les économies thermo-industrialisées. Entre 2030 et 2040, le commerce du charbon cessera presque totalement et la production de pétrole sera devenue marginale et essentiellement consommée sur place. Les coupures d'électricités deviendront la norme et l'activité industrielle disparaîtra progressivement. Les infrastructures mal entretenues s'effondreront tandis que le manque de carburant bloquera les communications. Les investissements dans les énergies renouvelables seront devenus impossibles, faute de moyens. Le niveau de vie baissera de manière dramatique. Seules les nations disposant de ressources fossiles ou d'une solide agriculture de subsistance pourront survivre. Partout ailleurs, l'ordre social disparaîtra et les gouvernements cesseront de fonctionner.

Comme disait le Sheikh Rashid ben Saïd al-Maktoum, émir de Dubaï : « Mon grand-père se déplaçait en chameau. Mon père conduisait une voiture. Je vole en jet privé. Mes fils conduiront des voitures. Mes petits-fils se déplaceront en chameau »***.

* LeMonde du 5 novembre 2010, *En Inde, le plus gros producteur mondial de charbon...*

** <http://www.agoravox.fr/actualites/environnement/article/richard-heinberg-pic-charbonnier-60648>

*** in *Pétrole, la fête est finie* de Richard Heinberg (Résistances, 2008)

4/7) Pic de l'uranium, la fin du nucléaire

Les réserves prouvées sont de 2,5 millions de tonnes, la production annuelle de 54 000 tonnes, nous aurions donc pour 46 ans seulement de réserves.

Comme certains prévoient un doublement des capacités électronucléaires, le délai de pénurie se raccourcit d'autant ; les ressources seront entièrement consommées d'ici à 2035. Aucune découverte récente n'a été réalisée en dehors de l'extension de gisements déjà connus ; comme les teneurs en uranium sont de plus en plus faible, il faut de l'énergie, beaucoup d'énergie pour en produire. Or le pic pétrolier est dépassé, l'énergie sera un autre facteur limitant.

Alors Robert Vance*, analyste à l'Agence pour l'énergie nucléaire, se met à rêver : « Si le prix de l'uranium montait très haut, il pourrait devenir rentable d'exploiter des sources d'uranium alternatives, comme les phosphates ou l'eau de mer. » La concentration d'uranium dans les roches de l'écorce terrestre est de l'ordre de 3 g/tonne, et de 3 mg/d'uranium par mètre cube d'eau de mer, soit mille fois moins que dans les roches. Or les techniques d'extraction de l'uranium par matrice à échange d'ions est très gourmande en énergie et les coûts liés à son extraction sont exorbitants. Le minerai considéré comme exploitable a une teneur de l'ordre de 1 à 2 kg d'uranium par tonne de minerai, soit plusieurs centaines de fois la concentration naturelle moyenne du sol.

D'autres rêvent à la génération IV du nucléaire, à l'avenir toujours aussi flou. En France on mise encore sur l'**ASTRID**, *Advanced Sodium Technological Reactor for Industrial Demonstration*. Ce n'est qu'un pari, indigne substitut improbable aux économies d'énergie. De toute façon ces futuristes réacteurs ont quand même besoin pour leur démarrage de plutonium, donc d'uranium ! Y'a pas de doute, il faut sortir du nucléaire. Il est nécessaire de s'organiser de toute urgence pour que nos besoins en énergie soient juste équivalents à l'énergie réellement renouvelable. C'est pas gagné, d'autant plus que presque personne n'a conscience de cette inéluctable perspective...

* Science & Vie n° 1136, mai 2012, *Cuivre, or, uranium, phosphore... Alerte à la pénurie*

5/7) Peak all, bientôt la pénurie de tout, énergie et minerais

Voici un résumé de l'introduction du dossier de Science & Vie, « Alerte à la pénurie »* :

« Depuis deux siècles, cornucopiens et malthusiens s'affrontent. D'un côté

les éternels optimistes de la corne d'abondance qui pensent que sous l'effet de l'économie de marché, de la technologie et du génie humain le spectre du manque sera toujours repoussé. Mais cuivre, phosphore, uranium, or..., des éléments toujours plus nombreux connaissent des signes annonciateurs de pénurie. Nous entrons dans une nouvelle ère, celle des malthusiens. Le pétrole, qui a connu son pic de production en 2006, n'est que la première d'une longue liste de matières premières appelées à nous manquer.

L'humanité ne pourra plus pomper longtemps la croûte terrestre au rythme exponentiel de sa consommation sans se heurter aux limites de la géologie.

Premier signe annonciateur, la maigre liste des gisements nouvellement découverts. Ensuite, l'épuisement des grands gisements. Troisième indice, la flambée des prix ; l'explosion de la demande concentre les inquiétudes. Enfin, le dernier symptôme se cache dans l'énergie qu'il faut désormais déployer pour récupérer une même quantité de matière. L'industrie minière dévore déjà entre 4 et 10 % de la production d'énergie primaire mondiale. La fin du pétrole bon marché mettra hors d'atteinte nombre de minerais. Voici le nombre d'années de réserves compte tenu des stocks connus et du rythme de production : Antimoine (11 ans) ; Indium (17 ans) ; Zinc (20 ans) ; Or (20 ans) ; Hélium (23 ans) ; Cuivre (38 ans) ; Uranium (46 ans) ; Rhénium (50 ans) ; Rhodium (100 ans) ; Phosphore (340 ans).

La croyance en une substitution perpétuelle est naïve, la Terre a été explorée de long en large. De plus la dissémination des métaux dans différents produits marchands rend difficile leur récupération. Enfin les énergies renouvelables, en particulier l'éolien et le solaire, sont très dépendantes de métaux rares dont l'accès pourrait devenir de plus en plus incertain, *a fortiori* si ces formes d'énergie doivent être massivement développées. Exemple : le dysprosium et le néodyme, deux terres rares produites presque exclusivement par la Chine, laquelle a d'ores et déjà fait savoir que ses gisements actuels étaient en déclin. Une voiture hybride contient un kilogramme de néodyme, une éolienne presque une tonne !

Le choc promet d'être rude : il en va ni plus ni moins du maintien de notre mode de vie. Bienvenue dans l'ère de la rareté, du manque et des carences... »

* Science & Vie n° 1136, mai 2012, *Cuivre, or, uranium, phosphore... Alerte à la pénurie*

6/7) Pic du phosphore, bientôt la famine

Notre corps contient du phosphore, comme les allumettes ! Car le phosphore forme la structure même de l'ADN. L'être humain en réclame à peu près deux grammes par jour et il n'y a aucun substitut possible. Le pic mondial de production du phosphore devrait avoir lieu au milieu des années 2030, ce qui veut dire baisse de production agricole alors qu'il faudrait nourrir les 9 milliards d'habitants prévus par les démographes en 2050.

Les écologistes connaissent bien les limites à l'intérieur desquels peuvent fonctionner les quatre cycles fondamentaux : carbone, azote, eau et phosphore sans lesquels il n'y a pas de vie possible. Mais « avec l'avènement de la Révolution industrielle, on s'est préoccupé d'accélérer les processus de croissance pour ajuster les productions de nourriture et de matières premières aux besoins des populations des usines. Rien d'efficace n'a été tenté pour compenser la perte de fertilité entraînée par l'augmentation considérable des productions végétales et animales (...) La réflexion sur l'humus des praticiens contemporains de l'agriculture biologique est déterminante dans la gestion des matières organiques fertilisantes. Pourtant la mentalité NPK (azote, phosphore, potassium) de l'agriculture chimique prédomine.* » Après l'utilisation du guano jusqu'à épuisement, vient l'utilisation du minerai de phosphate. La consommation planétaire annuelle de P est de 170 millions de tonnes. Elle croît de 5 % en moyenne. Les réserves facilement exploitables sont de 15 000 millions de tonnes, soit environ 90 ans au rythme actuel d'exploitation. Cette utilisation massive explique pour partie la multiplication de la population mondiale par quatre au XXe siècle. Le phosphate, n'a jamais été sauvegardé, mais au contraire gaspillé par l'agriculture productiviste. Des 15 millions de tonnes de phosphore épandues chaque année en France, seuls trois millions sont assimilés puis rejetés dans les égouts, solubilisés dans l'eau, se perdant dans les mers sans recyclage possible. Il en était autrement autrefois. Le fumier, récupérant les excréments des animaux et des hommes, était utilisé comme engrais et bouclait le cycle.

Jean-Claude Fardeau, de l'Institut national de la recherche agronomique, s'inquiète de la situation actuelle. L'urbanisation n'opère plus le recyclage, l'alimentation de plus en plus carnée nécessite encore plus de phosphate, mais aucune autorité publique ne s'intéresse au phosphore. Andrea Ulrich, de l'école polytechnique de Zurich : « Ignorer ce problème met en péril la

sécurité alimentaire mondiale.** » Pour [Yves Cochet](#), le phosphore est un facteur limitant au sens de la loi de Liebig : le fonctionnement d'un organisme est limité par le facteur dont la quantité est la moins favorable. Si le phosphore manque, la production agricole chutera.

* 1940 Testament agricole (pour une agriculture naturelle) de Sir Albert Howard

** Science & Vie n° 1136, mai 2012, *Cuivre, or, uranium, phosphore...
Alerte à la pénurie*

7/7 Pic de l'urbanisation, effondrement d'une civilisation

L'essor d'une civilisation s'accompagne d'une croissance des villes, son effondrement provoque une **désurbanisation**. Comme il y a le pic pétrolier, le pic du phosphore, le peak fish... il y aura bientôt le pic de l'urbanisation. Ainsi s'exprimait Claude Lévi-Strauss en 1955 : « Ce qui m'effraie en Asie, c'est l'image de notre futur. Les grandes villes de l'Inde sont une lèpre, l'agglomération d'individus dont la raison d'être est de s'agglomérer par millions, quelles que puissent être les conditions de vie : ordure, désordre, ruines, boue, immondices, urine. La vie quotidienne y paraît être une répudiation permanente de la notion de relations humaines. L'écart entre l'excès de luxe et l'excès de misère fait éclater la dimension humaine ; les humbles vous font chose en se voulant chose et réciproquement. Ce grand échec de l'Inde apporte un enseignement : en devenant trop nombreuse et malgré le génie de ses penseurs, une société ne se perpétue qu'en secrétant la servitude. Lorsque les hommes commencent à se sentir à l'étroit dans leurs espaces géographiques, une solution simple risque de les séduire, celle qui consiste à refuser la qualité humaine à une partie de l'espèce. »*

En 2012, la réalité est la même, en pire. En 30 ans la ville satellite de Delhi, Gurgaon, est passée de quelques milliers d'habitants à plus de 1,5 millions. C'est une ville qui se noie déjà dans ses excréments ; les routes sont défoncées, l'électricité arrive par intermittence et on ne compte aucun jardin public. Avec plus de 30 000 puits creusés illégalement, la nappe phréatique baisse d'environ 1 mètre chaque année... mais des résidences luxueuses donnent sur un terrain de golf ! Un tiers des 1 210 000 000 d'Indiens habite en ville et le taux de croissance urbaine est de 2,4 %, soit un doublement en trente ans. Cette urbanisation féroce est principalement due à la fécondité,

l'exode rural n'en représentant plus qu'un cinquième. Urbanisation rime avec creusement des inégalités, Lévi-Strauss avait raison. Un quart des citoyens indiens continue de vivre dans des bidonvilles, quand les riches, de plus en plus riches, s'installent dans des villes privées ou des quartiers fermés, entourés de mur, qui leur offrent des services, qui n'existent pas dans les villes comme l'accès à l'eau, l'électricité vingt-quatre heures sur vingt-quatre, le ramassage des ordures.

Pourtant, parce que l'urbanisation arrive au sommet de son inefficacité, nous restons optimistes. Historiquement la vie biologique comme la vie sociale suivent des cycles. Nous reviendrons bientôt au ruralisme militant de Gandhi qui privilégie les campagnes, l'agriculture vivrière et l'artisanat de proximité ; en termes contemporains, ce que nous appelons **communautés de transition**.

* **Tristes tropiques de Lévi-Strauss** - édition Plon, 1955

Exclusif – Alex Jones :

« Quelque chose de grand va se passer »

Blog de la résistance 2 juin 2015, Traduit par ZAC pour le Blog de la Résistance



<https://youtu.be/CXis5Wein7U>

Hé oui on le sent tous arriver : Quelque chose de grand va se passer

Si j'ai créé ce blog , c'est que je sentais que notre société arrivait à un point de basculement majeur, je sentais que quelque chose de grand allait se passer .

Je ne savais pas quand, ni où, ni comment, mais je le sentais au plus profond de moi, un sentiment difficile à expliquer .

Depuis, ça s'est éclairci, et ce sentiment a été confirmé par le déroulement

des événements, renforçant chez moi l'idée que quelque chose de grand est sur le point de se passer : ça me semble à ce jour relativement imminent .

Et je ne suis pas le seul dans ce cas : les gens sont de plus en plus nombreux à ressentir que tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Non, tout ne va pas bien !

Et plus le temps passe, non seulement plus on sent que quelque chose de vraiment gros se prépare, mais on sent que ça devient de plus en plus énorme .

C'est comme si nous étions dans un grand ascenseur qui est sur le point de tomber en panne et dans lequel on peut voir de ses yeux les câbles s'effiloche , qui est désormais capable de lâcher à tous moments : plus le temps passe plus il monte ... il monte, et plus on monte et plus on se rend compte que la chute sera très très, brutale .

Pratiquement où que l'on regarde , que ce soit l'économie, la politique, la géopolitique, la nourriture, le climat, la nature etc etc, on voit bien que la situation s'emballe de plus en plus rapidement , de manière exponentielle , que ça va craquer quelque part ...

Sauf que cette fois ça risque d'être complètement systémique et surtout, mondial : dans notre histoire, nous n'avons jamais été dans une telle situation, avec tout qui risque de s'écrouler, partout, et en même temps.

Et Alex Jones a raison (et pourtant je ne suis pas toujours d'accord avec lui) , les gens le sentent tout ça .

Les humains ont tous cette profondeur « animale » : nous avons un instinct *surpuissant* .

L'inconscient collectif est puissant : certains, à un haut niveau (des scientifiques) pensent même que c'est l'ensemble des interactions des pensées de chacun, l'inconscient collectif, qui fait réagir l'univers matériel qui nous entoure, et qui le formate, déterminant notre avenir commun .

Autrement dit, si les gens ressentent de la peur, toute cette énergie négative, celle de la peur , va affecter notre environnement direct et indirect, et par exemple provoquer des tornades, des guerres etc ...

Par contre si les gens ressentent de l'amour en masse, cela provoquera de l'énergie positive qui aura un effet positif sur notre environnement (la paix

, l'absence de catastrophes naturelles etc ...)

Autrement dit, nous créerions la réalité, nous la façonnerions, par la nature même de nos pensées communes.

Est ce que c'est l'effondrement ostensible et inéluctable de notre civilisation provoquée par une élite qui a perdu toute raison qui fait que nous sentons que quelque chose de grand va se passer, ou Sommes nous en train de provoquer notre propre effondrement ?

Certes, il n'y a pas de fumée sans feu, pas de conséquences sans causes, mais chacun de nous, chaque humain est responsable de la situation actuelle, car à défaut de nos pensées, c'est en tout cas l'ensemble de nos comportements (surtout notre inaction) qui nous a tous mené au bord de la falaise .

Voyez-vous le fond ? Que ressentez-vous ? Est ce que tout va bien ?

Quelque chose de grand va se passer, et c'est peut être déjà en train de se produire.

Rôle de la démographie dans le réchauffement climatique

Biosphère 02 juin 2015

1/2) rôle de l'accroissement démographique dans les émissions de gaz à effet de serre

L'**Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués (IIASA)** basé à Vienne : « Notre étude a montré qu'un ralentissement de la croissance démographique pouvait favoriser une réduction notable des émissions de gaz à effet de serre. » Si l'on venait à réaliser la plus basse projection onusienne de croissance démographique, cela seul contribuerait « à hauteur de 16 à 29 % à la réduction d'émissions requises pour juguler les graves conséquences du réchauffement mondial ». (octobre 2010)

Optimum Population Trust (OPT au Royaume-Uni) affirme que la croissance démographique ne devrait pas dépasser le milliard additionnel en 2050, comparativement aux 2,3 milliards que prévoit l'ONU : « Si les mères de la planète réduisaient le nombre d'enfants qu'elles mettent au monde, en 2050 il pourrait y avoir 1,2 milliards de responsables du changement climatique en moins par rapport aux chiffres escomptés. » Une personne

inexistante n'a pas d'empreinte écologique : l'économie d'émissions est immédiate et totale. La plus efficace des stratégies individuelles contre le changement climatique consiste à limiter le nombre d'enfants que l'on a. La plus efficace des stratégies nationales et internationales consiste à limiter la taille de la population. C'est une stratégie d'autant plus pertinente dans les pays développés comme le Royaume-Uni en raison de leurs niveaux élevés de consommation.

David Satterthwaite : Entre 1980 et 2005, l'Afrique subsaharienne a généré 18,5 % de l'accroissement démographique mondial et 2,4 % de l'augmentation des émissions de dioxyde de carbone. La Chine a généré 3,4 % de l'accroissement démographique mondial et 44,5 % de l'augmentation des émissions de dioxyde de carbone.

Frederick Myerson : « Il me semble plus facile de réduire les grossesses non désirées, un objectif que nous savons pouvoir accomplir par l'amélioration des services de santé génésique et de l'éducation, que de miser sur une réduction des émissions par habitant, un point sur lequel nos résultats demeurent médiocres (avril 2008)

Ian Angus et Simon Butler : Si la quantité de CO₂ dans l'atmosphère est telle qu'un dangereux changement climatique est vraisemblable, cela démontre qu'il faut transformer l'activité humaine et non qu'il y a trop de monde.

2/2) rôle de l'immigration dans les émissions de gaz à effet de serre

D'après le canadien **William Rees**, coauteur du concept d'empreinte écologique, non seulement l'immigration nuit à l'environnement du pays d'arrivée, mais l'argent que les immigrants envoient à leur famille restée au pays entraîne aussi une hausse de la consommation qui « aggrave la pollution et l'épuisement net des ressources », en plus de « court-circuiter toute rétroaction négative qui aurait pu mener autrement à l'instauration de politiques nationales visant à modérer la croissance démographique et la détérioration écologique ».

Federation for American Immigration Reform (FARM) : « Les Etats-Unis ne pourront réduire de façon substantielle leurs émissions de CO₂, à moins de restreindre fortement l'immigration. »

Center for American Studies (CAS) : Si les immigrants établis aux Etats-Unis étaient restés dans leur pays d'origine, le total estimé de leurs émissions annuelles de CO₂ ne serait que de 155 tonnes. C'est 482 millions de tonnes

en moins que les 637 tonnes qu'ils devraient produire aux Etats-Unis. Cette hausse de 482 millions de tonnes traduit l'impact de l'immigration sur les émissions mondiales. »

Ian Angus: De tels arguments ponctuent les propos réactionnaires qui justifient par la « surpopulation » la suppression de l'aide aux pays pauvres, l'élimination de l'aide sociale et la fin de l'immigration vers les pays riches des habitants du tiers-monde. (conférence de juin 2010)

(extraits du livre Une planète trop peuplée ? (le mythe populationniste, l'immigration et la crise écologique) de Ian Angus et Simon Butler)

[Pourquoi l'argent liquide pourrait être aboli](#)

Mac Slavo 2 juin 2015



Nous avons pu lire au cours de ces dernières semaines de nombreux rapports selon lesquels les banques travailleraient activement avec les gouvernements en vue de restreindre l'utilisation d'argent liquide. JP Morgan Chase, l'une des plus grosses banques du monde, a annoncé à ses clients que déposer de l'argent liquide dans un coffret de dépôt n'est désormais plus autorisé – pour leur propre sécurité, bien entendu. Cette nouvelle pratique semble ridicule, mais prend tout son sens une fois que l'on comprend qu'elle implique une obligation de conserver son argent sur un compte bancaire, sur lequel la banque peut ensuite imposer des frais.

Tout travailleur ordinaire aurait la même réaction que celle que vous avez certainement eue vous-même en apprenant la nouvelle : sortir son argent de la banque. Bien que cela puisse sembler être la solution miracle, il se trouve que les employés de la banque se sont vus donner l'ordre par le gouvernement de rapporter toute transaction suspecte en liquide,

notamment les retraits, même s'ils ne concernent que quelques milliers de dollars, afin que les agents du gouvernement puissent saisir ces fonds si nécessaire.

Ils cherchent à s'assurer le contrôle le plus total de vos transactions, pour pouvoir vous contrôler. C'est aussi simple que ça. Comme vous le verrez plus bas, pour les banques centrales et les gouvernements du monde, l'idéal serait une abolition totale de l'argent liquide. Nous sommes après tout au XXI^e siècle. Pourquoi utiliser du liquide lorsque l'on peut payer par carte ou même par téléphone ?

Et n'oublions pas le terrorisme, puisque nous savons tous que seuls les terroristes et les criminels utilisent du liquide.

Dans l'éventualité où le Président ou n'importe quel autre bureaucrate déclarait une nouvelle crise financière, le gouvernement pourrait prendre très rapidement des mesures de stabilisation en vous forçant à dépenser de l'argent pour stimuler l'activité économique – par le biais de taxes directes et du retrait de vos fonds.

Si leurs intentions ne sont pas déjà claires, le rapport suivant, publié par [Zero Hedge](#), devrait les mettre en lumière :

A ce stade, une personne sensée pourrait être tentée de mettre fin aux expériences monétaires, parce que toutes les limites auront été atteintes. Il n'y aura plus aucun actif à acheter, et les taux seront si bas que les acteurs les plus rationnels auront abandonné leur compte en banque en faveur de leur matelas. Mais pas si vite, nous disent certains, comme Willem Buiters de chez Citi, ou encore l'économiste Ken Rogoff : le monde pourrait décider d'abolir l'argent physique, parce qu'en éliminant la devise physique et forçant les gens à utiliser une carte de crédit reliée à un compte en banque contrôlé par le gouvernement pour effectuer l'ensemble de leurs transactions, tout pourrait être centralisé. Les consommateurs ne dépensent plus ? Pas de problème. Il suffirait de taxer leur solde de compte en excès. L'économie surchauffée ? Pas de problème non plus. Il suffirait de faire grimper les taux d'intérêt sur les dépôts pour encourager les gens à cesser de dépenser. Citi, Harvard et le Danemark sont d'accord, et le plus récent appel à une société sans liquide nous vient

de l'économiste et membre du Conseil allemand d'experts économiques, Peter Bofinger.

Via [Spiegel](#) (traduit par Google):

Les billets et pièces sont obsolètes et ne font que réduire l'influence des banques centrales, nous explique l'économiste Peter Bofinger. Le gouvernement fédéral devrait abolir l'utilisation de l'argent liquide.

L'économiste Peter Bofinger fait campagne pour l'abolition de l'argent liquide. « Au vu des possibilités techniques d'aujourd'hui, les billets et pièces sont un anachronisme », a dit Bofinger au journal Spiegel.

Si nous nous en débarrassions, le marché noir et le marché de la drogue seraient vite épuisés. Et il serait plus facile pour les banques centrales de faire respecter leurs politiques monétaires. Le professeur d'économie de Würzburg a appelé le gouvernement fédéral à promouvoir une abolition de l'argent liquide à l'échelle internationale. « Voilà qui pourrait être un bon sujet de discussion pour la réunion du G7 à Elmau », a-t-il dit.

Même l'ancien secrétaire américain du Trésor, Larry Summers, a demandé l'abolition du liquide. Il en a été de même pour l'économiste américain Kenneth Rogoff.

Selon les critiques, en revanche, de tels débats ne font que nous éloigner davantage des problèmes véritables de nos politiques monétaires actuelles.

L'idée est que vous dépensiez votre argent à la manière d'un citoyen patriotique, ou que vous risquiez de voir le gouvernement le réapproprié à son gré.

Mais une telle chose ne pourrait jamais se produire aux Etats-Unis – le gouvernement ne pourrait jamais forcer un consommateur à acheter un produit ou un service, sous peine de pénalités financières ou d'emprisonnement. Ou le pourrait-il ?

Pour répondre à cette question, voyez le Patient Affordable Care Act, aussi connu sous le nom d'Obamacare.

Et n'oubliez pas que vous n'êtes pas le propriétaire de l'argent que vous placez en banque, puisqu'une fois que vous déposez des fonds, selon les lois bancaires, vous devenez créancier de votre institution financière, qui peut faire ce qu'elle veut de ce qui était votre argent.

Les gouvernements du monde travaillent à la marginalisation de l'argent liquide et à la criminalisation de ceux qui y ont encore recours.

Naturellement, cela forcerait ceux qui préfèrent conserver leurs dépenses loin du regard du gouvernement à intégrer l'économie souterraine. Les mécanismes de devises tels que l'or, l'argent, la nourriture, les médicaments, les Bitcoins et autres biens échangeables pourraient redevenir au goût du jour si cette tendance venait à se poursuivre.

[Le PIB US est en baisse, la reprise ne va nulle part](#)

02 juin 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ "Bill, vous admettez que vous êtes souvent en tort... ou 'en avance'..." commence une lettre sympathique, "alors en quoi êtes-vous différent de tous les autres économistes de Wall Street ?"

C'est une bonne question. Et petit à petit, nous finirons par y répondre.

D'abord, nous rappellerons à nos lecteurs que notre opinion, inchangée depuis les tréfonds de la crise en 2009 jusqu'à aujourd'hui, est non seulement que l'économie ne se remet pas, mais qu'elle ne peut pas se remettre — pas tant que les autorités s'occupent de son cas.

Aujourd'hui, nous avons encore plus de preuves. Six ans après que le train de la "reprise" a soi-disant quitté la gare, le PIB US recule à nouveau. Les autorités elles-mêmes l'affirment dans leurs derniers chiffres, qui viennent d'être révisés. Selon les statistiques, l'économie américaine a reculé de 0,7% au premier trimestre. La croissance des dépenses des ménages, parallèlement, a été divisée par deux depuis le dernier trimestre 2014.

S'il y a une reprise, ce n'est franchement pas visible dans ces chiffres. Ce qui ne devrait pas vous surprendre. Au lieu de se débarrasser de dettes excessives et impayables, les autorités en ont rajouté une couche. Selon McKinsey, 57 000 milliards de dollars ont été ajoutés aux niveaux de dette mondiaux

depuis le creux de 2009. Pire : le crédit bon marché a transféré la richesse réelle des gens ordinaires vers l'industrie financière. De la sorte, le système tout entier a été perverti... et la croissance réelle a cessé. Après tout, c'est dans l'économie ordinaire — les usines et les entreprises — que la richesse est créée ; pas à Wall Street.

Les pauvres, les jeunes et la classe moyenne — n'ayant que leur labour à offrir — sont devenus plus pauvres Les riches — qui possèdent des actifs financiers — sont devenus plus riches. Les pauvres, les jeunes et la classe moyenne — n'ayant que leur labour à offrir — sont devenus plus pauvres. Le marché boursier à

lui seul a plus que doublé la valeur nette des actionnaires depuis 2009. Mais il n'a rien ajouté à la valeur nette des travailleurs, comme l'illustre le calcul suivant : en 1982, un travailleur américain moyen pouvait acheter le S&P 500 tout entier avec 15 heures de son temps de travail. A présent, le malheureux devrait travailler deux semaines et demie.

▪ **Le système est corrompu... et dangereusement dysfonctionnel**

Mais pourquoi est-ce que personne ne le dit ? Les faiseurs d'opinion comme Paul Krugman et Larry Summers comprennent de travers — intentionnellement. Comme si les autorités n'avaient pas déjà dressé assez d'obstacles — ils en veulent plus. "Plus de réglementation !" "Plus de redistribution !" "Plus de crédit, plus de dépenses, plus de dettes, plus de guerres, plus de plans insensés de toutes sortes !"

Ils veulent plus de "gestion" de la part de ceux-là même qui ont déjà causé ce gigantesques gâchis — des gens comme eux. Et l'élite (ainsi que tout le monde ou presque) est à 100% derrière eux. Ils sont décidés à essayer de protéger et prolonger l'économie magique des trois dernières décennies. Cette économie a été rendue possible par une gigantesque augmentation de la dette... qui a mené à d'énormes augmentations des actions, des obligations, de l'immobilier, de l'art contemporain et des bonus dans l'industrie financière. Personne ou presque ne veut voir les trois décennies passées s'arrêter.

Mais qui parle pour les trois prochaines décennies ? Qui parle pour M. et Mme Tout-le-Monde... pour les jeunes... pour l'avenir inconnu, rempli de surprises ? Qui se tient avec les anges mystérieux, invitant une dépression pour balayer les erreurs des trois dernières décennies... et encourageant la destruction créatrice pendant qu'elle assomme le capitalisme de copinage et

affame les zombies ?

Nous !

C'est là l'idée que nous cherchons à faire comprendre depuis quelques épisodes. Tout le monde veut plus de crédit, plus d'inflation, plus de bulle, plus de subventions et plus de privilèges. Qui est de l'autre côté ? Quasiment personne.

Mais ces 20 dernières années, nous avons construit un réseau de chercheurs, d'analystes, d'économistes et de penseurs qui soit indépendant de l'industrie financière, du gouvernement et des milieux universitaires. Pas de copinage. Pas de zombies. Pas de poudre aux yeux, pas de miroir aux alouettes.

Notre devise : nous avons parfois raison... nous avons parfois tort... et nous doutons toujours.

▪ **Comment en est-on arrivé là ?**

Chaque jour, nous essayons de relier les points. Comment se fait-il que les banques centrales, les grandes entreprises, la finance, le gouvernement et les chercheurs universitaires sont tous du côté de politiques qui ne fonctionnent pas ? Comment se fait-il que les seniors... et notamment les baby-boomers vieillissants... en sont venus, eux aussi, à se mettre du côté du diable ?

Nous ne faisons pas seulement allusion aux politiques financières et monétaires des six dernières années, mais à un biais plus profond et plus pernicieux. Depuis l'administration Carter, le gouvernement américain, tout comme la majorité des gouvernements occidentaux, accumule des déficits budgétaires persistants — faisant passer, dans les faits, les coûts des avantages actuels sur les épaules des salariés de demain. La Fed lutte contre des corrections du crédit — tout en permettant des bulles du crédit — depuis les années 80. Et depuis six ans, les autorités défendent si activement et agressivement le passé que l'avenir n'a pas une seule chance.

On vient de prendre un nouveau virage... et le train ne va nulle part !

Il était évident, dès le départ, qu'ajouter plus de dettes, de renflouages et de réglementations pesantes n'allait pas faciliter le progrès. La reprise était toujours "juste au coin de la rue", nous disait-on. Mais

à chaque coin passé, aucune reprise n'était révélée. A présent, on vient de prendre un nouveau virage... et le train ne va nulle part !

Il y a moins de véritables emplois aux Etats-Unis qu'il y a 15 ans. Les

revenus des ménages sont eux aussi plus bas. On pourrait croire que Janet Yellen lèverait les bras au ciel : "vraiment, ce qu'on fait ne fonctionne pas. On va donc arrêter".

Aucune chance. Autant demander à l'armée US, la CIA, la NSA et à tous les fournisseurs du secteur de la défense d'admettre : "ces guerres au Moyen-Orient ne mènent nulle part. Franchement, on ne sait même plus qui est ennemi de qui est ami. A partir de maintenant, on va laisser les autochtones régler leurs propres problèmes.

Cela n'arrivera pas.

Parce que le système tout entier a été corrompu par l'argent facile des autorités.

A suivre...

Fusions-acquisition, Uber et simples caprices

02 juin 2015 | [Philippe Béchade](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Compte tenu des questionnements quasi-obsessionnels des milieux financiers concernant la politique monétaire de la Fed, un nombre croissant d'économistes et de gérants pensent qu'une hausse de taux "précoce" mettrait fin à un suspense qui nuit à la visibilité dont les marchés ont besoin pour fonctionner sereinement.

Des taux directeurs portés à 0,25 d'ici fin 2015, cela ne va pas changer la face du monde ; l'argent restera — d'un point de vue historique — presque gratuit.

Mieux, regardez de l'autre côté de la Manche. Est-ce que des taux directeurs à 0,50% empêchent la City et les médias britanniques d'afficher un optimisme inoxydable ? David Cameron n'a-t-il pas remporté les élections législatives de début mai sur son bilan économique flatteur ?

Des taux zéro, c'est également une croissance future et une inflation anticipée proche de zéro

N'oublions jamais que le loyer de l'argent constitue une sorte de reflet de l'avenir. Des taux zéro, c'est également une croissance future et une inflation anticipée proche de zéro.

Le raccourci est certainement abusif... mais voyez les Etats-Unis. La Fed tergiverse et la croissance retombe dans le rouge de 0,7% au premier

trimestre : c'est "moins pire que prévu" mais ce n'est tout de même pas très bon.

La véritable surprise provient du grand voisin du Nord, le Canada. Le pays accuse une décroissance du -0,6% du PIB (pire trimestre depuis mi-2009) au lieu des +0,3% anticipé. A quoi vient s'ajouter un effondrement de -9,7% des investissements des entreprises canadiennes, largement imputable au secteur de l'énergie... mais pas que : le malaise gagne également le secteur tertiaire. Les blizzards de février n'y sont pas pour grand'chose — pas plus que l'arrêt d'un quelconque QE au Canada. Le système financier y reste comme ailleurs gavé de liquidités, mais comme une oie trop gavée, ses pattes finissent par ne plus pouvoir la porter.

En ce qui concerne les bienfaits économiques des QE, 25 années d'injection monétaire au Japon — dont une dernière campagne forcenée depuis l'avènement des "Abenomics" — ont eu un impact discutable, voire contestable, sur la conjoncture.

Les derniers chiffres publiés jeudi et vendredi dernier au Japon sont éloquentes. Effondrement des ventes de détail, inflation nulle sur 12 mois hors "effet TVA", chute des investissements de -1,2% au premier trimestre, hausse du taux de pauvreté, dégradation de la balance commerciale malgré un yen au plus bas de huit ans face au dollar...

Pour les marchés financiers, en revanche, des taux zéro, c'est l'alpha et l'oméga. Sans taux zéro, pas de leviers quasi-illimités sur les T-Bonds, pas de rachats de titres massifs, pas de dividendes achetés à crédit... et pas de croissance externe soutenue par l'endettement.

▪ **Les fusions-acquisitions ont le vent en poupe**

Moins de 96 heures après l'acquisition de Time Warner Cable par Charter Communications pour 55,3 milliards de dollars (auxquels il faut rajouter 10 milliards pour Bright House Networks)... 48 heures après l'annonce d'une OPA de 37 milliards de dollars lancée par le Singapourien Avago sur Broadcom... c'était au tour d'Intel d'annoncer vendredi dernier la finalisation du rachat d'Altera pour 16,3 milliards de dollars.

Eh bien ! Voilà une semaine à plus de 120 milliards de dollars de fusions-acquisitions aux Etats-Unis. Nous vous faisons grâce du détail des petites opérations

Voilà une semaine à plus de 120 milliards de dollars de fusions-acquisitions aux Etats-Unis

comprises entre 500 millions et 1,5 milliard dans le secteur des biotech (rumeurs de rachat du laboratoire français Cellectis par Pfizer... qui avait la main sur Hospira pour 17 milliards de dollars début février).

Oui, il vient de se conclure en une seule semaine un montant de "fusacs" (fusions-acquisitions) supérieur à celui cumulé pour l'ensemble de l'année 2011, ou encore 2013 !

Les "fusacs" avaient représenté un montant de 153,5 milliards de dollars en 2014. Ce total est égalé en seulement cinq mois — et sera sans doute pulvérisé à la fin de cette première semaine du mois de juin, à moins que tout s'arrête brutalement au cours des prochaines 48 heures.

Ces chiffres suffisent à prendre la mesure d'un emballement qui connaît peu de précédents : 227,5 milliards de dollars en 1999... Et surtout l'orgie de l'année 2000 : 385 milliards de dollars, avec des géants comme Vodaphone (OPA de 203 milliards sur Mannesman), AOL (OPA de 181,5 milliards sur Time Warner), Lycos, Vivendi, France Télécom (OPA sur Orange), WorldCom, Enron à la manoeuvre... Et tous ont fait faillite ou ont ruiné les actionnaires dans les 12 ou 18 mois qui ont suivi.

Même Evan Spiegel, le patron de Snapchat — qui a refusé une offre à trois ou quatre milliards de dollars de Facebook, Tencent ou Google et qui est parvenu à faire monter les enchères à 16 milliards de dollars dans le cadre d'une éventuelle introduction en bourse — considère que le secteur des technos est rentré dans une phase de bulle.

▪ **Uber s'en mêle**

Sans parler de la valorisation astronomique d'Uber... La société bat pourtant tous les records de procès intentés à une multinationale du secteur des services — et ce par différents Etats, syndicats, associations professionnelles... et maintenant des particuliers ayant porté plainte pour agression, contre leurs "chauffeurs".

La Maison Blanche a tout intérêt à choyer Uber et la protéger de la fureur des juges : c'est le principal pourvoyeur "d'emplois" sur le sol des Etats-Unis (en 2014).

Se déclarer chauffeur suffit à ne plus être chômeur !
à ne plus être chômeur ! Que les 15% d'Américains qui n'ont pas d'emploi (et non les 5,5% officiels) se mettent à transporter

occasionnellement l'un des 57% d'Américains qui a un contrat de travail correspondant à un vrai boulot et le chômage sera vaincu.

Entre Uber qui crée de façon exponentielle de pseudos "emplois" et les banques d'affaires qui orchestrent un montant exponentiel de d'OPA et de fusions-acquisitions depuis 18 mois, nous assistons à l'emballlement d'un système reposant sur l'artifice et la démesure des valorisations.

Rajoutez à cela la multiplication des enchères supérieures à 100 millions — et même 180 millions de dollars — dans les ventes aux enchères d'art moderne de début mai à New York... des toiles qui pourraient se négocier entre 250 et 300 millions entre collectionneurs... la mise en chantier d'un yacht de 200 mètres de long et 30 de large à 700 millions de dollars (sans compter les salaires de la centaine d'hommes et de femmes d'équipage) que les multimilliardaires devraient s'arracher... et vous obtenez un tableau à côté duquel les débauches d'argent des années 1998/2000 font presque figure de caprices anodins.

Et les caprices de la bourse de 2001/2002 pourraient également bientôt faire figure de simples échantillons...

Le Grand Reset

Bruno Bertez 2 juin 2015

Émission de Arte à regarder pour vous informer et vous préparer au « big reset » dont les millénaristes sont friands. Pour rappel, ce « big reset » consisterait en une dévaluation massive des monnaies pour rendre le poids des dettes supportable. L'autre branche de l'alternative, c'est la restructuration, le moratoire, le rééchelonnement des dettes.

Sinon, c'est la répression financière et c'est la répression financière que les Maîtres ont choisi... pour l'instant.



http://my.mail.ru/mail/imadfouad/video/_myvideo/421.html (Français, 1h10)

[Le canari dans la mine de charbon du monde a gazouillé... Mais son chant est triste](#)

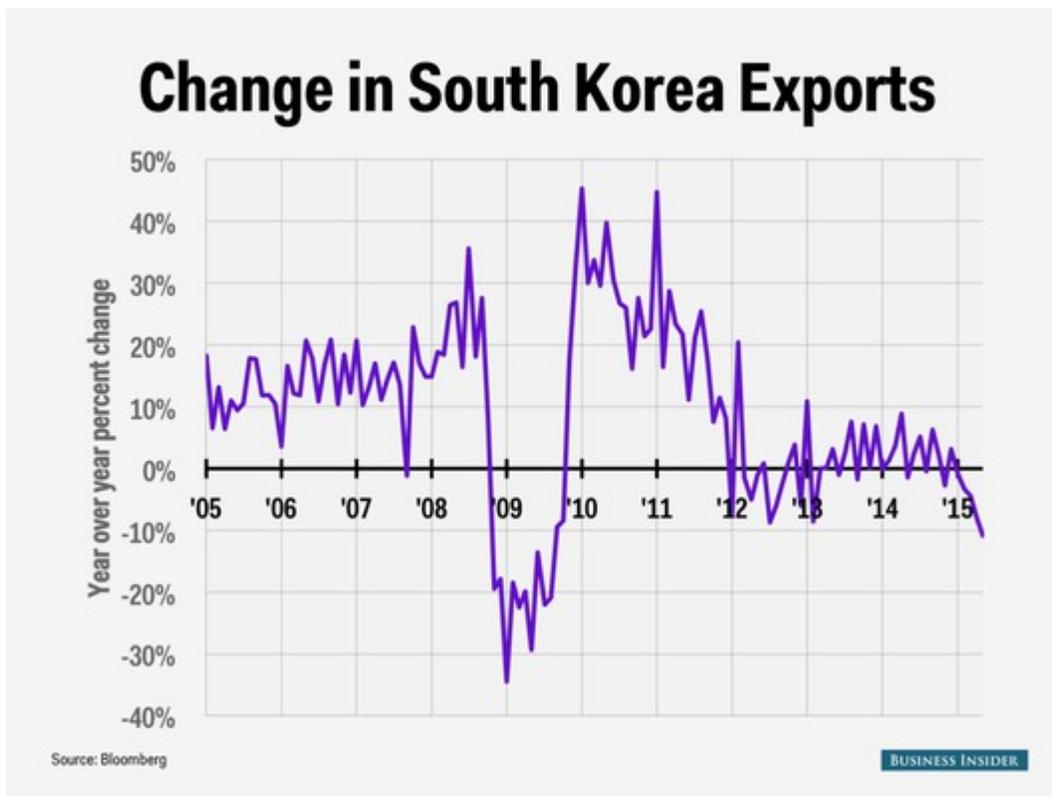
par Audrey Duperron · 02 juin 2015 Express.be

Les exportations sud-coréennes ont diminué de 10,9% entre mai 2014 et mai 2015, montrent les chiffres recueillis par l'agence de presse Bloomberg. Il s'agit de la plus forte baisse annuelle depuis août 2009.

Les chiffres des exportations coréennes sont publiés plus tôt que ceux des autres économies. En outre, le pays a la Chine, l'Europe, les USA et le Japon comme principaux partenaires commerciaux. La plus grande partie des exportations de la Corée du Sud est donc un bon indicateur pour le reste du monde.

L'information n'est passée inaperçue, et plusieurs économistes pointent le rôle de « canari dans la mine de charbon », c'est-à-dire qu'ils y voient un baromètre de la tendance pour les exportations en provenance d'autres pays asiatiques.

La baisse s'explique par diverses raisons, notamment la chute du yen japonais, ce qui surenchérit les marchandises coréennes à destination du Japon, et la faiblesse de la demande mondiale, et plus particulièrement de la Chine, explique Gareth Leather de Capital Economics.



« Le retour du choc de simplification... et le scandale écologique caché ! »

Charles Sannat 2 juin 2015

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Eh oui mes amis, c'est une nouvelle séquence de communication qui s'amorce. Exit le pacte de responsabilité responsabilisant que vous n'avez jamais vu à l'œuvre. Après les dépêches de 2013 qui annonçaient que le « choc de simplification » serait terminé en juillet 2014... voilà qu'il revient en 2015. D'un autre côté, il est essentiel de faire croire que l'on s'occupe de nous... et de quelle façon !!

Vous ne me croyez pas ? Tenez, j'ai des preuves (magie d'Internet qui a une fâcheuse tendance à tout archiver y compris nos bêtises). Vous avez en lien ci-dessous un article du contrarien de 2013 justement sur la fin de la simplification et un article de *Capital* qui disait justement : « Le « choc de simplification administrative » appelé à alléger les démarches des particuliers et des entreprises, avec à la clé des dizaines de milliards d'économies

potentielles, devrait être achevé en juillet 2014, a annoncé mercredi l'Élysée.
»

Alors je vous passe le fait que l'on nous présente comme de nouvelles simplifications des simplifications déjà annoncées que l'on nous annonce à nouveau... Et rien ne dit que la simplification concernée rentrera en vigueur. Il faut dire tout de même que simplification et administration c'est déjà, en terme linguistique, un choc en soi. En rhétorique, c'est limite un oxymore ce concept.

Votre carte d'identité sera valable 15 ans par exemple. Cela avait été moult fois annoncé. Mais comme tout le monde a oublié, et que surtout on n'a rien à vous raconter de positif et de grand... il faut bien occuper le temps de cerveau disponible de l'électeur moyen et faire croire qu'il se passe des choses. Et hop ! l'idée géniale c'est ressortir le choc de simplification. Je peux d'ailleurs vous annoncer dès maintenant que nous aurons droit, à la rentrée, à un nouveau pacte de responsabilité. D'ailleurs, je vous invite à noter dans vos agendas au 15 septembre, une fois que tout le monde sera bien rentré – enfin tout le monde... ceux qui ont encore un travail et qui, du coup, peuvent rentrer en septembre – il y aura cette nouvelle annonce de ce nouveau pacte pour le retour du come-back de la croissance... (Vous verrez, vous allez bien rigoler et je vous ferai un bel article.)

Et si ce nouveau choc de simplification cachait un scandale écologique ?

Oui parce que derrière le fameux choc de simplification se cache tout de même des mesures ras des pâquerettes et globalement insignifiantes. La « mesure phare » – oui oui, c'est qualifié de « mesure phare », histoire de vous donner tout de même le niveau auquel nous évoluons – c'est l'inscription en ligne des chômeurs... C'est sûr que ça va changer la vie des chômeurs de pouvoir s'inscrire en ligne... J'espère que, faute d'emploi, leur abonnement ADSL n'aura pas été résilié... Alors oui, gagner le temps d'une demi-journée c'est évidemment appréciable mais cela n'a rien d'un choc, et encore moins d'une mesure phare.

Vous avez aussi tout ce passage sur nos handicapés. Pardon. Je m'excuse auprès des brigades de la haine qui arpentent désormais cet espace de non droit qu'est Internet. Les handicapés n'existent plus. Sans doute générateur de phobie. Pourtant, moi, mes parents, ils m'ont toujours appris non pas à

respecter les handicapés... cela est une évidence, ils m'ont appris à les aider si ces derniers le souhaitent. Aider un aveugle à traverser, aider un éclopé quelconque, peu importe le terme. Peu importent les lois, l'essentiel c'est l'entraide. Or je remarque que moins il y a d'entraide entre nous, entre valides et invalides, plus la loi vient masquer ce délitement des liens et de la courtoisie ainsi que de la gentillesse de base entre humains par des termes vides de sens.

« Ainsi, une carte unique « mobilité inclusion » remplacera en 2017 les cartes de stationnement et de priorité dans les transports et lieux publics. Lors de la demande d'allocation adulte handicapé, il ne sera plus nécessaire de fournir sa carte d'invalidité dès fin 2015 et, pour les invalides à plus de 50 %, l'aide sera attribuée pour cinq ans contre deux jusqu'à présent » Ha ! Le choc de simplification en action ! Le nom de la carte handicapé va changer pour devenir une carte « mobilité inclusion »... C'est beau comme seule la novlangue socialiste et « terranoviste » sait le faire.

Enfin, mesure géniale... l'aide pour les invalides va durer 5 ans contre deux. Il aura fallu tout de même 70 ans à notre administration pour se rendre compte qu'en général, le handicap ne s'arrange pas avec l'âge ou le temps qui passe et qu'il est rare qu'un invalide redevienne valide... Ou alors cela relève d'une intervention divine du côté de Lourdes, ce qui ne correspond pas à la vision du handicap de nos élites socialistes.

Au milieu de toutes ces âneries, tout juste bonnes à amuser la galerie dont nous faisons partie, se cache sans doute le cœur du délit. Tenez, lisez par vous-même !

« L'industrie sera également délestée de plusieurs obligations environnementales, à commencer par les analyses de rejets dans l'air et l'eau, dont la fréquence « pourrait être réduite sur la base d'une justification de l'exploitant » dès le second semestre 2015.

La taxe générale sur les activités polluantes (TAGP) des installations classées pour la protection de l'environnement (IPCE) sera supprimée fin 2015. Le délai de recours contre les autorisations accordées à ces sites potentiellement dangereux sera réduit à six mois à compter de l'avis de publication. »

Je n'y connais rien en analyses obligatoires de rejets de cochonneries quelconques dans l'air ou dans l'eau. Ce que je sais c'est que si nos

fonctionnaires ont parfois une fâcheuse tendance à faire grossir l'épaisseur des règlements, ils ne sont pas non plus obligatoirement que des imbéciles. Parfois même il y a une raison. Par exemple, la santé publique et des gens. De nous quoi !

Alors je n'y connais rien en rejet, je sais en revanche que mes enfants et moi nous respirons et buvons tous les jours. Alors je préfère quand l'État simplifie par exemple les obligations comptables... pas les obligations de sécurité.

Comme je vous le disais, je n'y connais rien en rejet mais j'ai la prétention de savoir un peu raisonner à défaut d'avoir forcément raison.

Et là, j'ai l'impression qu'il y a un fâcheux défaut de raisonnement. D'ailleurs, on supprime même les taxes sur les activités polluantes... C'est sûr que cela va aider à la protection de l'environnement.

Non parce que je n'y connais pas grand-chose sur tous ces sujets-là mais il est évident que ne plus analyser les rejets et ne plus taxer les industries polluantes c'est super pour... saccager l'environnement. D'ailleurs si l'on veut être compétitif il est assez logique de simplifier tout cela. Cela c'est le code du travail, les syndicats, la protection sociale, ou encore la sécu... et évidemment si on pouvait tuer l'environnement définitivement sur le saint autel de la croissance cela forcément serait bien. D'autre part, ce gouvernement finira bien par autoriser l'exploitation des gaz de schiste en traitant de terroristes haineux, de racistes et de xénophobes du puits de pétrole (je rappelle que le pétrole est un liquide plutôt brun) toutes celles et ceux qui oseront s'opposer à cette décision.

Alors que notre gouvernement, dans la plus grande hypocrisie, enterre le peu de ce qu'il restait d'écologie (dans un silence assourdissant de nos camarades écolos), il prépare dans le même temps avec tambours, clarinettes et trompettes le sommet sur le climat où il va sauver la planète... en donnant un permis de polluer à nos industries...

Alors même si je n'y connais pas grand-chose, je ne suis pas suffisamment imbécile pour ne pas me rendre compte qu'encore une fois, on nous prend pour des jambons.

Au fait, le chômage, lui, est en forte hausse, ce qui donne le titre surréaliste de cet article : « France : malgré la reprise, le chômage bondit en avril » ... Tout un programme digne de la plus grande des bêtises.

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

La France, un marché automobile de pays pauvre !!

Oui la France a un marché automobile de pays pauvre... Normal car on fait tout pour rendre inutile la voiture, ou trop coûteuse d'un côté en criminalisant le possesseur de voiture devenu un « délinquant de la route ».

On a rendu inutile la possession de voitures puissantes avec des radars partout et des vitesses de plus en plus limitées.

On a tout fait, dans les grandes villes en particulier, pour engendrer des bouchons afin d'écoeurer les conducteurs du temps perdu et les pousser à prendre des transports en commun... qui retardent de plusieurs trains !!

Et on s'étonne aujourd'hui doctement que les Français n'achètent plus de belles et grosses bagnoles. Mais c'est une évidence.

Mettez-moi des PV, mettez-moi des radars, mettez-moi des stationnements payants partout et faites la chasse aux sous en rackettant les automobilistes, et ce que l'on perd en taxes, impôts et amendes eh bien nous l'économisons sur le prix d'achat de la voiture qui se réduit comme peau de chagrin.

Encore une fois, chaque action entraîne une réaction. Ce qui est pathétique c'est que nos dirigeants n'arrivent même pas, avec une once de bon sens, à prendre en compte ces phénomènes.

Charles SANNAT [Source Challenges ici](#)

Les ménages américains ont réduit leurs dépenses en avril

Cet article du *Revenu* vous apprendra que la croissance américaine est tout aussi phénoménale que la croissance française, et que la reprise est stupéfiante. Tellement stupéfiante d'ailleurs, que les ménages américains n'ont plus un sou à dépenser.

« Les dépenses de consommation aux États-Unis ont reculé de moins de 0,1 % en avril, surprenant les analystes qui tablaient sur une hausse de 0,2 %.

C'est moins bien qu'attendu. Les dépenses de consommation aux États-Unis ont reculé de moins de 0,1 % en avril, surprenant les analystes qui tablaient sur une hausse de 0,2 %. Le chiffre du mois précédent a toutefois été révisé en hausse à +0,5 %... »

Eh oui, c'est mauvais et on bidouille les chiffres pour faire croire que c'est

moins mauvais que la réalité...

Encore une fois, il n'y a aucune croissance économique réelle.

Charles SANNAT [Source Le Revenu ici](#)

Le G7 salue l'entrée de la monnaie chinoise dans le panier DTS du FMI

C'est une information d'une très grande importance que vous avez là sous les yeux. En effet, l'une des questions géopolitiques essentielles est de savoir quelle place les Américains peuvent accepter de laisser prendre à la Chine et à son économie. En autorisant semble-t-il la monnaie chinoise à rentrer dans les DTS du FMI, ils reconnaissent implicitement l'importance de l'économie chinoise. C'est même une sorte de capitulation monétaire.

La question est : pourquoi ? Et en particulier pourquoi maintenant ? Il est fort probable que la diplomatie américaine souhaite ainsi casser le front sino-russe. Cela nous promet encore de belles passes d'armes.

Charles SANNAT

BERLIN, 29 mai (Xinhua) – Les ministres des Finances et des chefs des banques centrales du G7 se félicitent de l'inclusion de la monnaie chinoise, le renminbi, dans le panier monétaire des Droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international (FMI), a déclaré vendredi le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble. « Il y a un accord, nous saluons un tel ajout en principe, tant que cela se conforme aux critères existants. Il n'y a pas de divergences à ce sujet », a indiqué M. Schäuble au cours d'une conférence de presse à Dresde, ville de la Saxe (est), à l'issue d'une réunion des ministres et des chefs des banques centrales des sept pays les plus industrialisés.

L'entrée dans le panier DTS est considérée comme une étape importante pour que le renminbi devienne une monnaie de réserve mondiale.

Cet automne, le FMI devrait revoir la composition du panier DTS, qui comprend actuellement le dollar américain, le yen japonais, le livre britannique et l'euro.

Plus tôt ce mois, le FMI a annoncé que le renminbi n'est plus sous-évalué et que l'organisation salue et partage l'objectif de la Chine qui consiste à introduire le renminbi dans le panier DTS et veut travailler à cet effet avec les autorités chinoises.

« Nous nous accordons tous sur le même objectif de promouvoir ce

processus », a indiqué M. Schäuble, ajoutant que des « questions techniques » et « d'autres questions » doivent d'abord être résolues.

France : malgré la reprise, le chômage bondit en avril

(blague du jour)

Le Politburo de Moscou vous annonce que malgré les efforts cumulés de l'ensemble des ouvriers soviétiques et la hausse sans précédent de la production d'acier, il faudra attendre désormais 12 ans pour avoir une voiture. En dépit d'une récolte sans précédent de blé et une fabrication record de farine, vous n'aurez du pain qu'un jour sur deux.

C'est donc ce titre absolument surréaliste de l'AFP, qui titre « Malgré la reprise le chômage bondit », qui devrait interroger l'ensemble du peuple de France sur la situation économique et sur les mensonges énormes qui nous sont proférés.

Je crois que là, nous commençons vraiment à atteindre des sommets.

[Source dépêche AFP via boursorama ici](#)

La disparition de l'argent liquide pour octobre ?

par Martin Armstrong <http://reseauinternational.net/>

Nombre d'Espagnols commencent à comprendre que la seule manière de survivre est de sortir l'argent de la banque. Les comptes peuvent être gelés comme ils l'ont fait aux Russes vivant en Espagne, exigeant qu'ils prouvent l'origine de leurs fonds. Les actifs de Banco Madrid ont été gelés en attendant de savoir si le gouvernement va sauver la banque ou pas. Pendant ce temps, les épargnants n'ont pas accès à leur argent. Les gens commencent à se méfier et cherchent à mettre leur argent hors des banques vers d'autres alternatives, telles que l'immobilier ou les actions, ou des investissements hors du pays.

L'Europe a régulièrement fait défaut sur des monnaies par le passé, et ils exerceront cette option à nouveau s'il décide tout d'un coup de passer à la monnaie électronique, **peut-être en octobre**. Je recommande chaudement que vous stockiez votre liquide en *autre chose que l'euro* – des dollars US plutôt [l'euro se cassera la figure avant le dollar, mais celui-ci ne sera pas

exempté, ça prendra juste quelques mois supplémentaires, NdT]. Les Etats-Unis n'ont jamais fait défaut sur le dollar, et il serait beaucoup plus difficile pour les USA de le faire du jour au lendemain étant donné la quantité gigantesque de dollars en circulation dans le monde.

Alors essayez de trouver d'autres options. Si vous avez des actions américaines, prenez possession des certificats. Les *blue chips* seront les plus liquides, mais certains secteurs du marché vont naturellement surperformer. Vous pouvez stocker des pièces et billets en dollars US, mais vous ne pouvez pas les laisser dans un coffre à la banque.

[Pour ceux qui pensent à passer à d'autres monnaies européennes, comme la couronne norvégienne par exemple, vérifiez que le pays ne songe pas lui aussi à passer à une monnaie électronique. NdT]

Article 2:

Les journaux, la télé, et les médias en général vous préparent à la société de l'argent électronique. C'est une campagne de marketing et c'est peut-être le thème du sommet de la phase actuelle du cycle se terminant le 1er octobre. Je ne pense pas que les Etats-Unis pourront passer aussi facilement que l'Europe à une abolition du liquide. Le dollar est utilisé à travers le monde et annuler cette source d'argent créerait des tensions formidables à l'échelle internationale. De plus, les USA ne sont pas dans une crise financière comme l'Europe.

Pour l'Europe, en revanche, c'est une autre paire de manche. Le fait d'avoir échoué à consolider les dettes des états membres signifie que les réserves des banques étaient constituées d'un mélange de dettes 'politiquement correct.' Au lieu de résoudre le problème, les politiciens, qui sont souvent des avocats, font toujours un pas en avant à l'aide des lois. Pour eux, la solution logique est d'éliminer le liquide pour protéger les banques d'un 'bank run' qui ferait s'écrouler l'Europe et Bruxelles avec elle.

C'est une campagne de marketing pure et simple. Je sais comment marchent ces choses et vous devez faire attention. Ils essaient de nous vendre cette idée et c'est une préparation à l'action inévitable qui va en résulter. A la vitesse à laquelle ils prennent les décisions, il semble qu'ils se dirigent vers le 1er octobre, comme indiqué par notre modèle. Il est intéressant de noter que des journaux allemands ont faussement indiqué notre date comme le 17 octobre.

Je ne comprenais pas trop pourquoi ils auraient fait cela, mais au final c'était peut-être délibéré. C'est curieux, car lorsqu'ils décideront de passer à l'acte, ça se fera très certainement du jour au lendemain. Ils l'annonceront et donneront un peu de temps aux gens pour qu'ils déposent leur argent liquide dans les banques.

Pour nos lecteurs européens, stockez votre liquide en dollars, ou ouvrez un compte aux USA qui reste, pour le moment, une soupape de sécurité. Si l'or à du sens pour stocker de la valeur facilement, il a probablement perdu sa capacité à être transportable [à cause des lois et des contrôles aux frontières maintenant, NdT].

<http://metatv.org/la-disparition-de-largent-liquide-pour-octobre-par-martin-armstrong>

LA LEÇON DE CHOSES GRECQUE

par François Leclerc 2 juin 2015

Quelle leçon de choses ! Qu'ils discutent de l'avenir de l'Europe ou qu'ils essayent de se dépêtrer de l'embrouille grecque dans laquelle ils se sont fourrés, les dirigeants européens se caricaturent eux-mêmes. Il a fallu réunir hier les plus hautes autorités du FMI, de la BCE, de la Commission européenne, de l'Allemagne et de la France pour aplanir leurs divergences – sans y parvenir totalement semble-t-il – car celles-ci devenaient le principal obstacle à un compromis avec le gouvernement grec, qui ne peut plus être retardé. Durant ces mois de négociations, ces dirigeants ont marqué des buts contre leur propre camp en formulant des exigences qui ne pouvaient pas être acceptées, et il faut maintenant se résoudre à les assouplir, le moins possible cela va de soi. Quelle clairvoyance, quelle sûreté de jugement !

La partie n'est pas totalement finie, car la chancellerie allemande a annoncé que les représentants au plus haut niveau des créanciers de la Grèce allaient « travailler avec beaucoup d'intensité (...) et rester en contact étroit les prochains jours », tandis qu'Alexis Tsipras faisait savoir ce mardi matin qu'un plan « complet et réaliste de réformes » leur avait été adressé. On est comme d'habitude réduit aux conjectures, le détail des mesures qui pourraient faire l'objet d'un compromis n'étant pas encore sur la table. Certes, les termes de celui-ci vont conduire Alexis Tsipras à accepter plus que ce qu'il a jusqu'ici consenti, notamment sur le dossier des retraites, mais il va

soigneusement être évité de le faire apparaître comme cédant à un ultimatum, ce qui pourrait le mettre dans une situation intenable au sein de son propre parti et tout faire capoter. Les plus hautes autorités en question ne peuvent pas prendre le risque de voir claquée la porte qu'ils viennent difficilement d'entrouvrir.

L'épisode en cours n'est pas encore terminé, mais déjà la suite s'annonce sans tarder. Si le déblocage de la dernière tranche du *plan de sauvetage* qui se termine fin juin intervient – probablement en totalité – les échéances immédiates de remboursement du FMI pourront être honorées, mais déjà les suivantes auprès de la BCE arrivent ! Et les négociations à venir vont enfin aborder le gros du morceau : la restructuration de la dette dans un contexte économique détérioré de retour à la récession. Car la Grèce ne sera toujours pas placée sur une trajectoire soutenable, comme les hautes autorités européennes prétendent y parvenir tout en aboutissant à son contraire. En adoptant une ligne dure, le FMI joue de son côté une carte dans le but de se dédouaner politiquement.

L'objectif est « que la dette grecque soit supportable », a déclaré lundi dernier un porte-parole du ministère allemand des Finances, en ajoutant « il faut que le compte soit bon, ce sont les chiffres qui comptent ». Il ne croyait pas si bien dire. Yanis Varoufakis, qui sait compter et faire de la politique, a comme à l'accoutumée pris les devants en proposant qu'un prêt à faible taux du Mécanisme européen de stabilité (MES) soit consenti afin de permettre le remboursement à leur échéance de juillet et août des titres détenus par la BCE, dont la valeur est de 6,7 milliards d'euros. Ce qui donnerait les coudées franches à la BCE pour acheter des titres grecs dans le cadre de son opération d'achats obligataires massifs, car ils en sont pour le moment exclus. Ce qui permettrait de totalement rembourser le FMI, laissant les Européens seuls créanciers via le FESF ou le MES, leurs deux fonds de soutien...

Visant à peser sur les divisions entre les créanciers, ce montage du ministre des finances grec ne sera pas plus accepté que les précédents. De nouvelles négociations au finish vont au contraire être entreprises, à peine conclues celles qui sont encore en cours. Portant sur la restructuration de la dette et la relance économique, deux questions que les Grecs ont toujours étroitement liées, elles vont continuer d'avoir un retentissement dans toute l'Europe, en particulier en Espagne, en Irlande et au Portugal, heureux bénéficiaires de

plans de sauvetage qui ne leur ont permis que de surnager.

Après avoir dû rabattre leurs prétentions en acceptant de diminuer les objectifs immédiats d'excédent budgétaire, comment les créanciers de la Grèce pourront-ils s'en tenir au seul financement du roulement de sa dette sans contribuer à celui de la relance économique du pays ? Sans oublier que le gouvernement grec ne veut pas d'un troisième *plan de sauvetage* et de ses conditionnalités. Il y a encore du pain sur la planche pour les plus hautes autorités...

Suppression de l'argent liquide : Une petite et méchante idée qui creuse son sillon

Par Andreas Höfert 24 heures 29/5/15 , Blog de Bruno Bertez

Andreas Höfert, chef économiste à l'UBS, disserte sur la suppression de l'argent liquide.

Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a rarement la langue dans sa poche. Dernier exemple: le goguenard *«Salut, dictateur!»* lancé au premier ministre hongrois, Viktor Orbán, il y a deux semaines à Riga.

On doit aussi à Juncker le politiquement cynique: «Quand ça devient sérieux, il faut savoir mentir», et le révélateur: *«Nous ne décidons rien. Nous avançons quelque chose et nous attendons ce qui arrive. Si personne ne proteste ou qu'il n'y a pas une insurrection – parce que la plupart des gens ne comprennent quand même pas ce qui a été décidé – nous progressons alors pas à pas jusqu'au point de non-retour.»*

Cette inquiétante description du processus de décision au sein de l'Union européenne s'applique parfaitement à une idée, pour l'instant seulement exprimée par quelques économistes — forcément brillants — dans de nombreux éditoriaux: l'abolition pure et simple de l'argent liquide. Une idée qui séduit de plus en plus et les gouvernements en mal de revenus et les Banques centrales qui ne peuvent pas vraiment baisser les taux d'intérêt en dessous de zéro.

L'abolition pure et simple de l'argent liquide. Une idée qui séduit de plus en plus et les gouvernements et les Banques centrales

Les arguments en faveur de cette idée partent toujours de bons sentiments. Quoi de plus anachronique, voire de plus ridicule, dans notre monde digital et hyperconnecté, que ces billets de banque et pièces de monnaie qui servent bien évidemment en premier lieu «à financer l'économie souterraine, le trafic de drogues et le terrorisme»?

On nous ressort donc le vieux débat sur la transparence. Ceux qui n'ont rien à se reprocher n'ont pas vraiment besoin d'argent liquide et ne devraient donc pas s'inquiéter que l'Etat puisse suivre, à tout instant, leurs transactions financières et leurs achats. Certes, certes, mais l'Etat sera-t-il bien le seul à pouvoir le faire?

Répression financière : tous les paiements en carte bleue !

Vous apprendrez par cet article de France TV que Michel Sapin annonce la fin prochaine du seuil minimum pour payer par carte bancaire. « Jusqu'à présent, les commerçants peuvent exiger un montant minimum d'achat (généralement 15 euros) pour accepter le paiement par carte bancaire. Le ministre des Finances veut mettre fin à cette pratique. » Il est évident que l'idée c'est de faire la chasse au maximum au travail au noir en supprimant progressivement les espèces. Sauf que lorsque les espèces n'existeront plus, vous n'aurez plus aucun moyen d'échapper aux tontes gouvernementales car il n'existera plus aucun contre-pouvoir. Le cash est un contre-pouvoir. Si demain il n'existe plus, alors les impôts peuvent monter à 80 %... Vous n'aurez aucune choix. Partir ? On peut aussi vous l'interdire comme ce fut le cas avec l'ex-URSS qui n'avait pas hésité à construire un mur. Charles SANNAT

<http://www.lecontrarien.com/repression-financiere-tous-les-paiements-en-carte-bleue-22-05-2015-france>

Pourquoi les entreprises de distribution sont-elles également friandes de connaître vos habitudes de consommation et accumulent de multiples données par le biais de cartes de fidélisation? Parce que cela leur offre la possibilité, théorique pour l'instant, de différencier les prix en fonction des goûts individuels. Vous préférez telle marque de dentifrice, de céréales, de bière? Eh bien si le vendeur le sait, ces marques pourraient vous coûter plus

cher qu'à l'acheteur qui y est indifférent.

Exploiter la «rente du consommateur», c'est-à-dire la différence entre le prix que vous seriez prêt à payer pour un bien ou un service et celui que vous payez effectivement, a de tout temps été un des objectifs utopiques des producteurs par rapport aux consommateurs. L'idée de plus en plus discutée d'abolir l'argent liquide rapprochera un peu plus cette utopie du réel.

<http://www.24heures.ch/signatures/reflexions/Une-petite-et-mechante-idee-qui-creuse-son-sillon/story/27375773>

Recherche bulle spéculative désespérément !

Michel Santi 1 juin 2015 <http://www.michelsanti.fr/>

Une bulle spéculative est comme un trou noir cosmique qui attire, et qui avale, des ressources et des énergies vitales qui font dès lors défaut à l'économie. De ce point de vue, la bulle – qui débouche en outre systématiquement sur l'instabilité financière – est foncièrement nocive, à condition toutefois que l'on soit dans une conjoncture proche du plein emploi. Une bulle peut être, en revanche, précieuse lorsque l'économie est en récession car ses excès débouchent nécessairement sur des créations d'emploi. Les dépenses et la spéculation accompagnant la bulle sont certes irrationnelles, voire malsaines. Pour autant, les résultats sont là et s'avèrent incontestables dans le sens où il est préférable de créer un minimum d'emplois grâce à une bulle que pas d'emplois du tout grâce à la stagnation économique.

Autrement dit, la seule et unique manière de restaurer la confiance, voire un vague sentiment de prospérité, reste la formation de bulles spéculatives dans le contexte européen actuel fait de contraction économique ou, au mieux, de croissance anémique. Les Etats-Unis eux mêmes, bénéficiant d'une reprise incontestable de l'activité, restent d'autant plus fragiles que les salaires y restent fort déprimés. Seule une bulle spéculative est donc aujourd'hui susceptible de nous sortir de notre torpeur. L'Occident étant effectivement parvenu à un stade où seuls les excès de la finance – ayant largement contribué à le plonger dans cette stagnation séculaire- sauront agrémenter sa faiblesse économique chronique!

En réalité, la notion de bulle est toute relative et, pour tout dire, banalement humaine. Une bulle n'est pas qu'une période de prospérité irraisonnée

nécessairement suivie d'un effondrement. Plus fondamentalement, c'est les perceptions des opérateurs, des consommateurs, des investisseurs qui alimentent – et qui font imploser – la bulle. Dit autrement, une bulle est une sorte de mode qui, progressivement, emporte l'adhésion et suscite l'enthousiasme d'un nombre toujours plus important d'intervenants...qui implose dès lors qu'ils s'en détournent. Souvenons-nous des liquidités faramineuses canalisées vers les valeurs technologiques à la fin des années 1990, souvenons-nous de certaines capitalisations boursières de sociétés nouvellement nées qui atteignaient des sommets aberrants, souvenons-nous également de l'implosion du NASDAQ n'ayant atteint qu'il y a quelques jours ses niveaux records de mars 2000.

Tout comme les bulles sont et ne sont que la somme des perceptions, et le reflet du changement de perception, des intervenants divers et variés, n'hésitons pas à reconnaître qu'elles font partie intégrante de notre vie économique. S'agissant précisément de l'implosion des valeurs technologiques du début des années 2000, il a souvent été reproché à la Réserve fédérale US d'avoir largement contribué à provoquer la bulle immobilière (subprimes) à la faveur de ses taux d'intérêt excessivement bas entre 2000 et 2005. Pourtant, la formation d'une bulle était la condition sine qua non du redressement économique américain, et mondial. Il est donc impératif d'apprivoiser les bulles, voire de les exorciser, car elles participent du processus complexe et volatil du progrès économique.

Dans un monde constitué d'une multitude d'intervenants aux intérêts variés, et souvent divergents, dans un contexte où l'économie est loin d'être une science exacte et où les économies n'avancent certainement pas de manière rectiligne, à fortiori dans un monde où notre société est de plus en plus dépendante des technologies, les bulles sont inévitables. Elles prouvent tout simplement que l'évolution économique à un instant t est erronée et qu'il est nécessaire de corriger le tir et de modifier la trajectoire. Il serait donc affreusement contre productif pour l'économie – et pour nous tous – de saper la croissance et de condamner les créations d'emplois au nom de la lutte contre les bulles spéculatives.

Les périodes d'euphories et de cracks économiques sont tout bonnement l'épiphénomène de notre processus séculaire d'apprentissage et de perfectionnement économiques. A ce titre, la bulle est un peu cette maladie

infantile comme la rougeole, passage obligé de l'enfance à l'adolescence, qui permet aux économies d'atteindre une sorte de maturité, il est vrai éphémère en attendant la prochaine implosion. Les bulles, en somme, ne sont que la résultante de nos attentes, le reflet de nos engagements, la conséquence de nos réactions, et de notre panique.

L'immobilier, ce parasite de la croissance

Michel Santi 25 mai 2015

La mièvre croissance européenne -souvent qualifiée d'anémique – provient d'un excès d'épargne. La stagnation devient en effet séculaire à partir du moment où l'argent ne circule plus, c'est-à-dire dès lors que l'épargnant le conserve précieusement sur son compte et que sa banque n'est plus en mesure de le recycler vers des secteurs productifs de l'économie. De ce point de vue, les banques constituent le bras armé de la croissance, et lui sont essentielles dans la transmission, sous forme de prêts aux entreprises, de l'épargne privée. Voilà pourquoi, suite à une crise financière qui affecte et qui infecte les bilans bancaires, la croissance régresse sévèrement à la faveur de l'interruption du robinet du crédit. Voilà également pourquoi il n'est pas seulement important que les banques prêtent: il est aussi crucial qu'elles prêtent bien, en faveur du bon destinataire et pour les bonnes raisons !

A cet égard, ne nous faisons aucune illusion car, y compris hors période de crise, les banques ne prêtent quasiment plus aux entreprises. Les années 1970 ont effectivement été témoins d'un bouleversement de la fonction originelle des banques occidentales qui ont progressivement destiné 60% de leurs crédits vers les transactions immobilières, au détriment évidemment des entreprises et des commerces. Aujourd'hui, nos banques seraient assimilables à des [fonds de placement immobiliers géants](#) qui parviennent à financer leurs opérations grâce aux dépôts de leurs épargnants. Du coup, on comprend mieux pourquoi la bonne tenue du marché immobilier est devenue vitale pour le système financier qui ne doit pourtant s'en prendre qu'à lui même. Cette croissance aberrante de la masse des crédits immobiliers (en Europe et aux Etats-Unis) conduisant évidemment aux bulles immobilières. Préoccupation de tous les instants des régulateurs et des banques centrales, l'instabilité financière provient donc – très banalement – de la masse phénoménale des crédits corrélés à l'immobilier.

Le corollaire étant qu'il est désormais relativement aisé de prédire une crise financière en mesurant la progression des endettements hypothécaires. En outre, de multiples études et recherches ont attesté sans équivoque que les récessions provoquées par des épisodes d'endettements excessifs liés à l'immobilier étaient plus longues et que les reprises qui s'ensuivaient moins spectaculaires, la crise des subprimes comme la gigantesque bulle espagnole étant là comme preuves suprêmes. Néanmoins, tout a été fait et orchestré par les pouvoirs publics pour forcer la main des banques à se montrer généreuse en termes de prêts immobiliers, comme pour motiver les achats à crédit de la part des citoyens. En effet, si les déductions fiscales accordées aux contribuables stimulent à l'évidence les acquisitions – voire la spéculation – immobilières. C'est les modifications des règles prudentielles dès les années 1970, et surtout dès 1988 (Bâle I), qui jetèrent littéralement les banques dans le précipice des crédits hypothécaires, à la faveur d'un assouplissement notable des ratios capitalistiques exigés pour toute opération immobilière, considérée nettement moins risquée par le régulateur qu'un prêt consenti à une entreprise.

Dès lors, il allait de soi que le système bancaire occidental canaliserait tout naturellement le gros de ses crédits vers la pierre au détriment d'autres secteurs d'activité monopolisant plus de réserves, et donc moins générateurs de profits. Voilà pourquoi l'exposition à l'immobilier des banques atteint des records potentiellement dévastateurs, y compris auprès des établissements allemands et suisses, pays où traditionnellement le nombre de propriétaires est le plus bas du monde occidental. Voilà également pourquoi, à la faveur de la reprise économique américaine actuelle, les statistiques indiquent clairement un redressement spectaculaire des crédits immobiliers (et donc du marché immobilier US) au détriment des prêts consentis aux PME.

En effet, si les entreprises de taille importante, tant aux Etats-Unis qu'en Europe, se financent traditionnellement sur les marchés obligataires, les PME sont pour leur part extrêmement dépendantes des prêts bancaires. Phénomène aux conséquences regrettables et pour la croissance et pour la productivité quand on sait que c'est les petites et moyennes entreprises qui sont traditionnellement les moteurs du progrès et de l'innovation au sein de nos économies intégrées. Pour faire court, les prêts hypothécaires et la préférence manifeste accordée par nos autorités à l'immobilier parasitent – et sont même aujourd'hui [sur le point d'étouffer](#) – notre croissance.

L'Amérique gouverne le monde par le droit et le rêve

Jean-Marc Vittori / Editorialiste | Le 02/06 LesEchos.fr

Football, finances, impôts, données : les Américains font de plus en plus respecter la loi dans le monde entier, ou plutôt leur loi. Et ils nous vendent leurs rêves, que nous achetons les yeux fermés. C'est leur nouvelle force.

de Jean-Marc Vittori

Des millions ? Des milliards ? En lançant son offensive sur le grand manitou du football mondial, la justice américaine va sans doute faire rentrer à nouveau de l'argent frais dans les caisses du Trésor. De l'argent venant peut-être dudit manitou, la Fifa, plus sûrement des banques qui ont blanchi les fonds de la corruption. Le célèbre DoJ (Department of Justice) va ainsi contribuer encore une fois au rééquilibrage des finances publiques américaines. Ces trois dernières années, les juges des Etats-Unis ont infligé près de 140 milliards de dollars à des banques nationales et étrangères (dont 9 milliards à BNP Paribas). Eux seuls semblent être en mesure de faire payer aux financiers la facture de leurs excès, leurs fraudes, leurs entraves au marché.

La vraie puissance américaine n'est plus militaire, comme le montrent les événements au Moyen-Orient, où Washington se contente d'intervenir à 10.000 mètres d'altitude. Sa puissance économique ne vient pas (ou peu) des gaz de schiste et de la compression des salaires, comme le montre une récente étude de la Fabrique de l'industrie. Non, il faut aller chercher ailleurs. La vraie puissance américaine est juridique et onirique. Le droit et le rêve.

Le droit d'abord. Rien d'étonnant à cela dans une nation de juristes. Les avocats forment l'élite du pays (Barack Obama en est) et la source d'innombrables plaisanteries (« *Qu'est-ce que 10.000 avocats enchaînés au fond de la mer ?* » - « *Un bon début* »). Les procès sont omniprésents dans les films américains, et font même l'objet d'une chaîne de télévision (truTV, reçue par 90 millions de foyers). Rien d'étonnant, sauf que les Etats-Unis étendent désormais le règne de leur loi au-delà des frontières. Football et finance donc, mais aussi fiscalité. La loi Fatca (Foreign Account Tax Compliance Act) a donné le coup d'envoi à l'échange automatique d'informations entre services des impôts de différents pays pour lutter contre

la fraude fiscale. Comme le disent les juristes, l'extraterritorialité du droit des Etats-Unis ne cesse de progresser. L'Amérique affirme ainsi sa nouvelle puissance. Qui passe souvent par un chantage à l'égard des banques (« *Si vous ne coopérez pas, vous n'aurez plus le droit de travailler aux Etats-Unis, voire en dollars* »). Mais aussi par d'autres leviers, comme l'accès aux données numériques octroyé par le Patriot Act et son petit frère en cours de discussion au Congrès, le Freedom Act. Au fond, tous les moyens sont bons.

Le rêve ensuite. L'Amérique invente l'avenir, ou un avenir possible, puis elle en vend la promesse aux investisseurs. A la fin des années 1980, les étrangers achètent ainsi son cinéma. Le japonais Sony acquiert Columbia, l'homme d'affaires italien Giancarlo Parretti la Metro-Goldwyn-Mayer (avec le soutien du Crédit Lyonnais). Des milliards de dollars de pertes s'ensuivront dans les années suivantes. Autre histoire à la fin des années 1990 : la frénésie Internet, à l'époque où une entreprise adjoignant un suffixe « .com » à son nom prenait 10 % en Bourse. Cette frénésie a entraîné une formidable vague de fusions et d'acquisitions, les entreprises high-tech ayant alors de l'argent à volonté - en augmentant leur capital ou en empruntant. Venues tard faire leur marché, les firmes européennes ont acheté des canards boiteux au prix fort. Le retour à la réalité fut brutal. Il a fallu essuyer d'immenses pertes. L'addition se compte en dizaines, voire en centaines de milliards de dollars. Comptablement, cela revient à un transfert sans contrepartie. Autrement dit, l'Europe a donné des sommes immenses à l'Amérique, pour avoir simplement humé son rêve.

La même histoire s'est répétée à la fin des années 2000, à plus grande échelle. Après le cinéma, après Internet, elle s'est passée cette fois-ci dans la finance. De petits génies de Wall Street inventent alors des produits financiers en agrégeant des prêts immobiliers. Une invention fabuleuse, puisque ces produits « titrisés » rapportent beaucoup d'argent sans le moindre risque a priori - des dizaines de milliers d'entre eux étaient notés AAA. Venues tard sur le marché, beaucoup de banques européennes ont acheté les produits les plus complexes. Quand la bulle immobilière américaine a explosé, les premières banques qui ont fait faillite dès 2007, après le numéro deux du prêt « subprime » aux Etats-Unis (le bien nommé « New Century Financial »), étaient comme par hasard... deux banques locales allemandes. A nouveau, la crise financière s'est traduite par le transfert net de centaines de milliards de dollars du Vieux Continent au Nouveau Monde. L'asymétrie se retrouve sur les produits franchement frauduleux. En Europe, contrairement aux Etats-

Unis, plusieurs banques ont perdu des centaines de millions dans le scandale Madoff, alors même qu'elles avaient été alertées dès le départ par leurs équipes de New York.

Pourtant, l'Amérique n'a pas fini de faire rêver. Elle est à nouveau à la pointe dans la prochaine histoire, la « révolution des usages ». Dans cette formidable transformation des modes de vie, où on loue des voitures au lieu de les acheter, où le logement devient à la fois bureau et hôtel, où l'éducation se fera sur mesure, où la santé sera protégée par le Big Data, les entreprises américaines mènent la danse. Leur force ici ne vient pas tant de la technologie que de leur capacité à inventer, leur liberté de rêver puis de tester. « Dieu et mon droit » est la devise de la monarchie britannique. « Le rêve et mon droit » pourrait être celle de la république des Etats-Unis.

En savoir plus sur <http://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/021103133759-lamerique-gouverne-le-monde-par-le-droit-et-le-reve-1124381.php?XvH6P07pcFC7Aytu.99>

"La décroissance nous conduirait tout droit à la guerre civile" Michel Rocard

Propos recueillis par Ivan Best | 29/05/2015 LaTribune.fr



Entretien

"Aussi longtemps qu'on n'aura pas touché à la spéculation, la victoire sur la monétarisme sera insuffisante" Michel Rocard (Crédits : DR)

Pour l'ancien Premier ministre, il est possible de relancer la croissance, afin de redonner du pouvoir d'achat et de réduire les inégalités, tout en luttant contre le réchauffement climatique. Mais la spéculation financière pourrait mettre à bas cette politique de croissance durable. C'est, selon lui, « le plus grand danger ».

LA TRIBUNE - Dans le livre que vous venez de publier, vous décrivez un monde occidental qui, à force d'inégalités croissantes, de spéculation financière et de destruction de la planète, court à sa perte. Mais quelles sont vos préconisations pour éviter ce « suicide » ?

MICHEL ROCARD - Avant de vous livrer mes préconisations, il faut d'abord comprendre ce qui se passe. Nous faisons face à une accumulation de menaces qui se conjuguent et s'aggravent mutuellement. Je veux d'abord parler de l'arrêt de la croissance, de la précarité, du chômage, des incivilités, tout un processus commencé il y a trente ans. Les gouvernements insistent sur le rebond de l'activité, mais avec 1% de croissance, on ne résout rien. Il faudrait près de 3%.

Ensuite, il y a la spéculation financière et les crises qu'elle provoque, qui contribuent bien sûr au marasme économique. Enfin, n'oublions pas, bien sûr, la question écologique. La traiter exige de disposer de sommes importantes pour investir dans la transition énergétique. Or, en raison des problèmes économiques que je viens de mentionner, cet argent n'est plus disponible.

Beaucoup d'écologistes voient dans la baisse de l'activité économique, la « décroissance », une solution aux problèmes de la planète. Est-ce une piste à suivre ?

Nous sommes dans une situation d'aggravation extrême des inégalités. La pauvreté baisse dans le monde, en raison de l'émergence de nombreux pays, mais elle augmente chez nous un peu en moyenne, et surtout s'exacerbe beaucoup pour certains. Mon intuition, c'est que la décroissance commencerait par intensifier ces inégalités, et nous conduirait tout droit à quelque chose ressemblant à une guerre civile. Je ne comprends pas comment certaines personnes intelligentes, ayant une sensibilité écologique, n'ont pas intégré cela. La décroissance, ou bien on la subit, et c'est une catastrophe, ou on la provoque, et c'est pire. C'est donc exclu. Pour des raisons d'ordre public.

Il faut donc concilier croissance et préservation de la planète. N'est-ce pas l'optique du gouvernement ?

L'action du gouvernement est loin d'être à la hauteur des problèmes. Il manque d'une vision globale, d'un plan d'attaque de tous les sujets à la fois. La politique économique, aujourd'hui en France, revient à tenter de traiter des

sous-subtilités, à essayer de réduire quelques rentes, et à gérer le moins mal possible la répartition de ressources qui deviennent rares. Je ne vois pas là de vraies solutions.

Que faut-il faire ?

D'abord, développer la réflexion sur l'origine de cette crise. Faire travailler ensemble les détenteurs du savoir économique, financier, écologique... Les « experts » travaillent beaucoup trop étroitement dans leur discipline, l'interdisciplinaire n'est toujours pas reconnu. Pourtant, il est plus que jamais nécessaire !

Fondamentalement, nous avons un problème de doctrine économique. Pendant trente ans, pendant les Trente Glorieuses, nous avons vécu sous la domination des doctrines économiques interventionnistes. Mais sous l'influence de deux prix Nobel des années 1970, Hayek (nobélisé en 1974) et Friedman (1976), l'idée d'un retour au laisser-faire, d'une déréglementation, s'est imposée, au cours des années 1980. D'abord dans le monde anglo-saxon, puis en Europe.

Cette doctrine monétariste donne la priorité à la dérégulation, elle affirme que le profit fait la croissance... Les gouvernements l'ont effectivement mise en pratique. Des secteurs entiers ont été dérégulés [finance], des politiques en faveur du profit ont été mises en oeuvre, au détriment des salaires. Il en est résulté une baisse de la part des salaires dans le PIB, passée de 67 ou 68% du PIB à 57%. Ne nous étonnons pas, dans ces conditions, que la consommation soit en berne. Aujourd'hui, non seulement les gouvernements mais aussi la presse, l'électorat, sont sous la domination de cette doctrine.

N'est-elle pas avant tout défendue aujourd'hui par l'Allemagne, la Commission européenne ?

Absolument. L'Allemagne, l'Autriche, les Pays Bas et, curieusement, aussi, la Finlande, défendent ardemment le monétarisme. La Commission reflète cette tendance. Mais les premiers défenseurs de cette doctrine sont les financiers, les banquiers, qui, partout, que ce soit en France ou ailleurs, contribuent à l'instiller dans l'esprit des gouvernants.

Pourtant, même la Commission européenne admet aujourd'hui les effets négatifs sur la croissance des politiques de restriction budgétaire...

Oui, mais cette leçon tarde à être comprise. Cela étant, si la prise de

conscience de l'échec des politiques de retrait de l'État prendra du temps, elle finira par avoir lieu. Cela prendra cinq à six ans encore, mais les gouvernements, la Commission européenne, reviendront du monétarisme.

Déjà, le président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, est intellectuellement converti aux thèses d'un Stiglitz ou d'un Krugman, j'en suis convaincu. Il s'agit d'une pensée d'une grande rigueur, mais parfaitement keynésienne, qui dit ceci : quand un gouvernement se trouve face à un déficit public, l'essentiel est de produire de la croissance pour le résorber, ou vivre avec ce déficit aussi longtemps qu'on n'a pas atteint cette croissance. Mais il ne faut surtout pas tirer argument du déficit pour aggraver le retrait de l'État de la macroéconomie. Tout cela, Mario Draghi le pense, mais il ne peut pas le dire.

Cette politique de re-réglementation de la finance, de retour de l'État, peut-elle être conçue autrement que dans un cadre international ?

Déjà, dans un cadre européen, ce serait un grand progrès. 80 % de nos échanges sont intra-européens.

Mais il faudrait que naisse enfin un gouvernement économique européen ?

Bien sûr. C'est une condition nécessaire, une fois sortis du blocus de la pensée monétariste. Il faudra une demi-douzaine d'années pour le bâtir, et il y a une précondition : c'est que les Anglais s'en aillent, car ce sont les plus hostiles à l'idée d'un gouvernement économique en Europe.

La seule présence des Anglais est un obstacle à tout le schéma que je développe ici, tant sur le plan de l'évolution de la pensée, que de l'institution et des procédures. Une fois nos voisins britanniques sortis de l'Europe, les pays européens devront se mettre au travail. Il y aura alors dans l'art de traiter l'économie une course de vitesse fatale entre la banque centrale qui aura plus de liberté, et la somme des gouvernements, qui ne seront pas encore institutionnellement obligés de produire de la décision commune, mais pouvant la négocier.

Avec le départ du plus grand porteur de l'économie monétariste en Europe, les gouvernements se mettront beaucoup plus facilement d'accord. Le problème du gouvernement économique européen sera alors beaucoup moins aigu. Une fois ce problème de doctrine résolu, ce gouvernement mis en place,

il faudra accepter une remontée lente de la masse salariale dans le PIB, ce qui implique un ralentissement, au besoin avec la pression de la loi, de l'augmentation relative des hauts revenus. C'est cette augmentation des revenus élevés, pas seulement des plus hauts, je pense à ceux de toute la bourgeoisie supérieure, qui bloque du pouvoir d'achat. Beaucoup d'économistes le montrent, Piketty mais aussi et surtout Stiglitz et Krugman.

Et la question écologique ?

C'est la deuxième orientation, qui allie économie et écologie, celle de l'investissement. Les investissements sont évidemment nécessaires à la croissance. Le champ de l'écologie s'impose tout d'abord. Faire passer des millions d'automobiles, dans le parc européen, de l'essence à l'hybride ou l'électrique, n'est pas improbable. C'est un marché qui s'ouvre, mais il faut injecter des dizaines de milliards d'euros.

Il ne faut évidemment pas négliger le bâtiment : doubler tous nos vitrages est nécessaire... Combien d'emplois cela représentera-t-il, pour combien d'années ? Étanchéifier toutes nos charpentes, cela représente aussi beaucoup d'argent. Et donc beaucoup de consommation. L'inconvénient de la politique d'investissement est de donner des résultats lentement. Mais cela soulagerait assez vite le moral des électeurs. Et donc les affrontements sociaux.

Quid de la spéculation financière que vous évoquez comme une menace ?

C'est une question fondamentale. Avant de commencer à mettre cette politique d'expansion en oeuvre, il faut traiter le sujet de la spéculation. En 2009, le G20 a pris une seule décision, mais fondamentale, celle de la garantie des bilans des banques par les États, afin d'empêcher la crise financière d'atteindre pleinement l'économie réelle. En fait, on a demandé aux contribuables de sauver le système financier, et on s'en est sorti à peu près, la récession n'a pas dégénéré en profonde dépression.

Mais rien n'a été entrepris depuis. Une masse de liquidités mondiale disponible pour la spéculation a grossi depuis 2006, sans aucune nouvelle réglementation. Dans la logique monétariste, ce sont les banques privées qui émettent la monnaie : le chiffre total de la liquidité mondiale, c'est 800 trillions de dollars, soit trois fois, trois fois et demie le PIB mondial. 2% de ces sommes servent à financer des échanges, 98% sont purement spéculatifs. Malgré l'heureuse décision de 2009, tout peut recommencer, un krach peut

entraîner de nombreuses faillites bancaires. Or, le coup de demander aux contribuables de réparer la casse, on ne peut pas le faire deux fois. Il n'existe donc pas de garde-fou contre une nouvelle explosion financière, à mon avis probable, qui pourrait du coup, avoir un effet aussi dévastateur que la crise des années 1930.

En 1930, les gouvernements ont été pris d'une telle panique qu'ils ont aggravé la crise, jusqu'à l'arrivée de Roosevelt. Il a mis en oeuvre la politique de relance que l'on connaît. Mais surtout, il a commencé par briser la spéculation avec le Glass-Steagall Act, qui interdit à tout établissement financier de mélanger les métiers. Toute banque qui gère des dépôts a l'obligation absolue d'assurer la sécurité de ceux-ci, donc l'interdiction de prendre le moindre risque. N'importe quel investissement est déjà un risque : il est interdit. Et un établissement se spécialisant dans le risque - il en faut - doit le faire avec ses fonds propres, ou avec des capitaux dédiés explicitement à cette pratique.

Cette loi nous a sortis de la crise. En 1945, le reste du monde développé a copié ce modèle. Cela explique largement les « Trente Glorieuses », et l'absence de crise financière pendant quelque cinquante ans... jusque dans les années 1980. C'est la dérégulation financière qui a mis fin à cette période propice à une croissance sans crise. L'Europe a alors commencé, et nous sommes revenus, progressivement, à la polyvalence des banques qui prévalait jusque dans les années 1930.

Mon gouvernement (1988-1991) a été compromis dans cette affaire, parce que je n'avais sans doute pas tout compris : c'est en 1988 qu'a été parachevée la libération totale des mouvements de capitaux.

Sous l'impulsion du ministre des Finances Pierre Bérégovoy ?

Si j'avais eu l'information dont je dispose aujourd'hui, j'aurais demandé aussi une police contre la spéculation sur les marchés. Pierre Bérégovoy refusait cette stratégie, ne voulant pas froisser une Allemagne encore hésitante sur la création de l'euro. Il m'a trahi, négociant cela avec François Mitterrand. C'est ainsi que le Premier ministre que j'étais a découvert dans la presse la libération totale des mouvements de capitaux. Nous avons alors plié devant une doctrine idiote, illustrée par l'Allemagne. La crise financière de 2006-2008 impose à l'évidence de revenir à la loi Glass-Steagall Act, les macro-économistes compétents le comprennent. Le problème, c'est que dans tous les

pays, à commencer par les États-Unis mais aussi en Europe, le pouvoir bancaire a pris la main sur des gouvernements qui n'ont pas de pensée. Des gouvernements qui adoptent donc la doctrine économique des banquiers, le tout dans l'acceptation de l'opinion et l'approbation enthousiaste de la presse financière, ce qui bloque ce retour à la séparation des banques.

On l'a vu en France avec cette loi bancaire vidée de toute substance...

Absolument. Malgré la phrase de François Hollande, « *la finance est mon ennemie* »... Il avait bien en tête l'idée de limiter la spéculation, mais une idée insuffisamment précise pour que cette phrase-slogan puisse lui servir d'appui dans l'action. Si bien que son injonction a été rognée, à l'intérieur du gouvernement, et même par des députés socialistes suffisamment incompetents pour en rester au monétarisme.

Car c'était l'air du temps... Or, supposons le combat gagné contre le monétarisme, dans le domaine de la macro-économie... Il pourrait en résulter, en France et en Europe, une vision et une politique pour les quinze-vingt ans à venir, qu'on pourrait appeler un plan, une action de l'État programmée sur une longue période, qui nous amènerait à une réconciliation du combat économique et écologique, à travers une croissance intelligente, financée et éclairée par la protection de la nature. Le danger, c'est que cette politique cohérente soit menacée par des crises spéculatives. Aussi longtemps qu'on n'aura pas touché à la spéculation, la victoire que je viens d'évoquer sur le monétarisme sera insuffisante. Donc, la priorité des priorités devient l'affaire financière. C'est le danger spéculatif immédiat qui est le plus grand, qui pourrait provoquer une tornade récessive terrifiante, façon 1930.

[Le ministre saoudien affirme que la stratégie de l'Opep fonctionne](#)

L'express Par AFP, publié le 01/06/2015 à 21:46

Vienne - La stratégie de l'Opep de ne pas réduire sa production afin de maintenir sa part de marché fonctionne, a affirmé lundi le ministre saoudien du Pétrole à son arrivée à Vienne où l'Organisation des pays exportateurs de pétrole tiendra vendredi sa réunion ministérielle.

Interrogé pour savoir si la stratégie de l'Opep défendue par l'Arabie saoudite fonctionne bien, Ali al-Naimi a affirmé devant des journalistes: "*la réponse*

est oui (...) La demande augmente. L'offre ralentit. C'est un fait. Le marché se stabilise".

"*Vous pouvez voir que je ne suis pas stressé, que je suis heureux*", a ajouté le ministre saoudien.

Lors de leur réunion vendredi à Vienne, les douze pays membres de l'Opep, qui produisent environ 30% du pétrole mondial, devraient, selon la plupart des analystes, laissé inchangé leur plafond de production fixé officiellement à 30 millions de barils par jour (mbj).

Ce maintien du plafond de production devrait intervenir malgré les appels de plusieurs pays de l'Opep en faveur d'une baisse de la production pour favoriser une réduction de l'offre et une hausse des cours du pétrole qui restent, malgré leur remontée de ces derniers mois, à un niveau inférieur de près de moitié à leur niveau de juin 2014.

Lors de sa dernière réunion ministérielle de novembre, l'OPEP avait refusé de baisser son plafond de production et l'avait maintenu inchangé, ce qui avait accéléré la chute des cours du brut sur les marchés pétroliers.

Le maintien du plafond de production avait été analysé comme une tentative de certains membres de l'Opep, emmenés par l'Arabie saoudite, de défendre leurs parts de marché face à la concurrence de pays non membres de cette organisation et notamment face aux Etats-Unis où la production avait fortement augmenté grâce au pétrole de schiste.

Selon les analystes, cette stratégie a commencé à donner des résultats avec un ralentissement de la production de pétrole américaine et une remontée des prix depuis février.

Le ministre saoudien du Pétrole s'est refusé à tout pronostic concernant le résultat à attendre de la réunion de vendredi: "*Nous nous sommes pas encore rencontrés (...) Je souhaite discuter avec tout le monde*", a-t-il simplement déclaré.

Read more at http://lexpansion.lexpress.fr/actualites/1/actualite-economique/le-ministre-saoudien-affirme-que-la-strategie-de-l-opep-fonctionne_1685282.html#SvJspAMfMRM0yw6V.99